

STA  
2681

**ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE**

**Titre : Problématique de l'évaluation du développement régional : les défis de  
l'évaluation du capital social**

**Par**

**Mahmoud Djermane**



**Rapport de stage présenté à l'ÉNAP,  
en vue de l'obtention de la Maîtrise en administration publique  
Option pour analyste : Évaluation de programmes**

**Montréal**

**Novembre 2011**

## **REMERCIEMENT**

Je tiens tout d'abord à remercier vivement monsieur Moktar Lamari, directeur du Centre de recherche et d'expertise en évaluation (CREXE) et professeur à L'ENAP, pour m'avoir accueilli au sein de son équipe et confié ce mandat. Ensuite, je dois remercier monsieur Johann Jacob, professionnel de recherche qui m'a accompagné durant toutes les phases de mon stage et m'a fourni la supervision et l'encadrement nécessaire pour la réalisation de mon mandat et la rédaction du présent rapport. Je le remercie également pour le temps qu'il m'a consenti, ses précieux conseils, ses orientations et sa patience.

Je remercie en particulier madame Marie-Claude Jean, professionnelle de recherche et chargée de projet, pour sa confiance en mes capacités à participer dans la réalisation du rapport d'évaluation en cours. Un merci particulier à madame Christine Prévost pour son grand soutien administratif qui commence d'abord par l'obtention de ce stage jusqu'à l'obtention de ma dernière rémunération. Enfin, je tiens à remercier également tous les membres de l'équipe du CREXE, y compris les membres que je n'ai pas eu l'occasion de rencontrer dans le cadre de mon stage.

## TABLE DES MATIÈRES

### REMERCIEMENTS

### TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
<b>CHAPITRE 1 : LE CONTEXTE ET LE CADRE D'INTERVENTION.....</b>	<b>2</b>
1.1. Présentation de l'organisme d'accueil.....	4
1.2. Le mandat.....	6
1.3. Démarche méthodologique adoptée.....	9
<b>CHAPITRE 2 : SYNTHÈSE DES RAPPORTS D'ÉVALUATION DES FDR...13</b>	
2.1. Introduction.....	13
2.2. Synthèse des rapports d'évaluation des FDR.....	15
2.3. Conclusion du chapitre 2.....	26
<b>CHAPITRE 3 : PROBLÉMATIQUE ET CADRE THÉORIQUE.....29</b>	
3.1. Problème conceptuel.....	30
3.2. Formes et influence du capital social sur les organisations publiques.....	33
3.3. Problèmes concernant la mesure du capital social.....	38
3.4. Conclusion du chapitre 3.....	40
<b>CHAPITRE 4 : MÉTHODES UTILISÉES POUR MESURER LE C.S.....42</b>	
4.1. Le cas français .....	43
4.2. Le cas italien.....	50
4.3. Le cas canadien.....	52
4.4. Conclusion du chapitre 4.....	58

12 JAN 2012

**CHAPITRE 5 : CONCLUSION GÉNÉRALE ET RECOMMANDATIONS....61**

5.1. Conclusion générale.....61  
5.2. Recommandations.....62

**BIBLIOGRAPHIE.....65**

**LISTE DES ANNEXES**

**ANNEXE A :**

Synthèse d'évaluation du Fonds de développement régional en Ontario.

**ANNEXE B :**

Initiatives Régionales Stratégiques (IRS) de Développement Économique Canada.

**ANNEXE C :**

Synthèse des problèmes liés à la mesure du capital social.

**ANNEXE D :**

Tableau comparatif des méthodes de mesure des variables et indicateurs en lien avec le CS utilisées dans les enquêtes de recensement de 2006 par statistique Canada.

## **INTRODUCTION**

Notre intervention s'inscrit dans le cadre du programme de maîtrise et consiste à réaliser un travail de recherche effectué au sein du Centre de recherche et d'expertise en évaluation Montréal (CREXE), sous la supervision de Monsieur Johann Jacob qui agissait à la fois à titre de chargé de formation pratique et de professeur-conseiller. Comme exigence partielle pour l'obtention du diplôme, le stage nécessite la production d'un rapport contenant les éléments qu'on va aborder plus loin et qui ont un lien avec notre intervention qui s'étale en quatre chapitres, suivi d'une conclusion générale et d'une recommandation. Le premier chapitre de ce rapport est consacré à la présentation de l'organisme d'accueil, à la description du mandat et à l'exposé général du contexte de l'intervention. Dans ce chapitre, on présente notre démarche globale de recherche. On présente notre démarche méthodologique pour conduire notre travail de recherche : collecte des données, traitement et analyse des informations obtenues et présentations des résultats.

### **I<sup>er</sup> PARTIE :**

Dans le chapitre suivant (deuxième chapitre), on présente une brève description des principaux acteurs (Ministère des Affaires Municipales, Régions et Occupation du Territoire (MAMROT) et la conférence Régionale des Élus (CRE) et des stratégies d'intervention de l'État (Fonds de développement Régional et le projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale : la décentralisation). Cette description sera suivie d'une synthèse de deux rapports d'évaluation ; le premier concerne l'évaluation d'un fonds de développement régional et le second concerne

l'évaluation d'une initiative régionale stratégique. Les deux synthèses seront suivies d'une conclusion.

## **II<sup>em</sup> PARTIE :**

Le troisième chapitre permet d'exposer la problématique et le cadre théorique ainsi que les différentes questions auxquelles ce travail de recherche va tenter de répondre. Ce chapitre nous amène concrètement à explorer les différentes définitions du concept de capital social et les différentes problématiques auxquelles il est confronté. Le chapitre quatre présente en détail les méthodes utilisées dans la mesure du capital social, les variables et indicateurs utilisés pour mesurer le capital social et l'échelle géographique adoptée pour mesurer les variables et indicateurs. Enfin, le dernier chapitre est réservé à la formulation des recommandations et une conclusion générale.

## **CHAPITRE 1 : LE CONTEXTE ET LE CADRE DE L'INTERVENTION**

1.1. Présentation de l'organisme d'accueil : le CREXE

1.2. Mandat :

1.2.1. Le mandat initial

1.2.2. Le mandat révisé

1.3. Démarche méthodologique adoptée

## **CHAPITRE 1 : LE CONTEXTE ET LE CADRE DE L'INTERVENTION**

### **1.1. Présentation de l'organisme d'accueil<sup>1</sup>**

Depuis sa création en 2005, le Centre de recherche et d'expertise en évaluation (CREXE) continue à assurer un leadership dans le domaine de l'évaluation de programme, de la formation de chercheurs et d'analystes en évaluation tant au niveau national qu'international. Les principales activités du centre tournent autour de la recherche fondamentale, la recherche appliquée, l'expertise, la formation ainsi que la diffusion et le transfert des connaissances en évaluation. Le CREXE réunit en son sein des professeurs-chercheurs, des professeurs associés, des étudiants et des stagiaires, des assistants de recherche, des praticiens du domaine de l'évaluation et des chercheurs invités. L'ensemble de ces membres contribue au rayonnement du Centre.

La visibilité du CREXE s'accroît d'année en année notamment par ces activités de recherche. La recherche au niveau du CREXE est organisée autour de trois fondamentaux à savoir (Auteuil, 2007) :

#### **- l'évaluation de politiques et de programmes**

Cet axe est pris en charge par le Groupe d'évaluation de politiques et programmes (GEVA). Ce dernier est responsable de la démarche globale d'évaluation : l'étude préparatoire à l'évaluation, l'évaluation formative à mi-parcours et l'évaluation sommative en fin de projet.

---

<sup>1</sup> <http://www.crexe.enap.ca/fr/recherches-evaluations.aspx?sortcode=1.11.16>

**- les études sur les politiques publiques de la santé**

Cet axe est pris en charge par le Groupe d'études sur les politiques publiques et la santé (GEPPS). Ce groupe couvre le domaine des politiques publiques, de l'administration publique, de la santé publique, de la promotion de la santé, de la diffusion des connaissances et des questions relatives à l'éthique en santé. Il s'intéresse également à l'évaluation prospective des politiques.

**- la mesure de la performance des organisations publiques (MPOP).**

En ce qui a trait à la MPOP, le Centre s'intéresse à la théorie et aux pratiques en cette matière. Il se préoccupe également de la vérification de l'optimisation des ressources et des systèmes d'information qui, en complément à l'évaluation, permettent de mesurer la performance organisationnelle.

En plus de ces trois axes de recherches, une attention particulière est accordée au transfert des connaissances en évaluation, et ce, par des activités de communication et de diffusion des travaux de recherche et des réalisations. Pour le transfert de connaissance le centre vise d'abord les chercheurs universitaires, les administrations publiques et parapubliques, ainsi que le grand public.

## **1.2. Le mandat**

Dans le souci de répondre aux différents questionnements et préoccupations posés par l'équipe de projet et dans le but de mieux appuyer la démarche qu'il propose dans le cadre de son offre de service, le mandat de notre intervention a été spécifiquement orienté vers les différentes tâches que nous réaliserons dans le présent mandat.

### **1.2.1. Le mandat initial**

Notre mandat consiste à prendre une part active au projet d'évaluation du Fond de développement régional, pour le Ministère des Affaires municipales, des Régions et Occupation du Territoire (MAMROT). Je serai en support à l'équipe d'évaluation. Mes tâches se diviseront en deux grandes parties :

Dans la première partie, mes tâches tourneront principalement autour des points suivants :

1. La recension des écrits en relation avec l'évaluation de fonds de développement régionaux;
2. L'identification des préoccupations et des problèmes méthodologiques en lien avec l'évaluation dans le contexte du développement régional;
3. La présentation d'une analyse critique et synthétique des rapports d'évaluations sélectionnés.

Dans la deuxième partie, les tâches tourneront principalement autour des points suivants :

4. Recenser les écrits, notamment les articles scientifiques en relation avec la notion du « capital social » (CS);

5. Identifier des préoccupations et des problèmes méthodologiques en lien avec le capital social (CS) dans le contexte du développement régional;
6. Identifier les méthodes utilisées dans la mesure du capital social et identifier l'échelle géographique utilisée dans la mesure des différentes variables liées au CS;
7. Présenter une analyse critique et synthétique des articles sélectionnés;
8. Prendre une part active à la conception des outils et méthode de collecte des données;
9. Agir en support à l'équipe d'évaluation sur toute autre tâche connexe au mandat.

### **1.2.2. Le mandat révisé**

Il n'y a pas un changement majeur à signaler dans le contenu du mandat initial. Par contre, l'équipe de recherche a senti le besoin et l'utilité d'explorer les méthodes et instruments utilisés dans les différentes enquêtes par le recensement du Canada en vue de mesurer les effets du capital social sur le développement. Il s'agit des instruments d'information basés sur un découpage géographique et administratif de recensements utilisés au niveau local ou régional. Le choix d'échelle géographique de recensement a un rôle déterminant à jouer dans le choix des échantillons ainsi que dans les résultats obtenus.

***Objets du mandat :***

Dans le cadre de notre mandat, le document que nous aurons à produire devra répondre à deux questions principales de recherche :

1) Quels sont les principaux éléments méthodologiques déployés dans l'évaluation des fonds de développement régionaux?

- 1.1) Quelles sont les variables mesurées?
- 1.2) Quels sont les indicateurs employés?
- 1.3) Quels sont les devis et méthodes utilisés?
- 1.4) Quelles sont les difficultés rencontrées?

2) Dans la littérature scientifique consacrée au développement régional, de quelle manière a-t-on opérationnalisé le concept de capital social?

- 2.1) Quelles sont les variables mesurées?
- 2.2) Quels sont les indicateurs employés?
- 2.3) Quels sont les devis et méthodes utilisés?
- 2.4) Quelles sont les difficultés rencontrées dans les évaluations à ce sujet?

### **1.3. Démarche méthodologique.**

La démarche méthodologique de notre intervention a été élaborée sur la base des besoins du projet ainsi que sur la base d'une discussion approfondie avec le superviseur de stage, Monsieur Johann Jacob. Notre démarche s'étale sur deux grandes parties, la première concernant un travail de recherche et de synthèse des rapports d'évaluation des fonds de développement régional qui s'étale sur les cinq points suivants :

- 1- La recension des écrits en relation avec l'évaluation de fonds de développement régionaux;
- 2- Vérifier la pertinence de ces rapports et leur utilité par rapport à l'étude en cours en faisant une lecture minutieuse de ces rapports;
- 3- Sélectionner les plus pertinents pour s'en servir comme modèles et support pour l'étude en cours;
- 4- Identifier des préoccupations et des problèmes méthodologiques en lien avec l'évaluation dans le contexte du développement régional;
- 5- Identifier les devis et méthodes utilisés et dégager les variables et indicateurs utilisés dans les différentes évaluations sélectionnées;
- 6- Effectuer une analyse critique et synthétique des rapports sélectionnés.

Dans le cadre de cette démarche, le superviseur nous a recommandé un rapport d'évaluation du programme de développement régional de l'Est de l'Ontario (PDEO).

La seconde partie concerne un travail de recherche qui consiste à explorer la notion du capital social dans la littérature scientifique consacrée au développement régional et à explorer la manière dont le concept de capital social a été opérationnalisé. Concernant cette deuxième partie, la démarche s'étale comme suit :

1. Recenser les écrits, notamment les articles scientifiques en relation avec l'évaluation de fonds de développement régionaux. Le superviseur, à son tour,

nous a recommandé une série d'articles (une quinzaine) en lien avec la notion du «capital social»;

2. Vérifier la pertinence des articles et leur lien avec la gestion des fonds de développement;
3. Sélectionner les plus pertinents;
4. Identifier des préoccupations et des problèmes méthodologiques en lien avec le capital social (CS) dans le contexte du développement régional;
5. Dégager les variables et indicateurs utilisés dans les différents articles sélectionnés;
6. Identifier les méthodes utilisées dans la mesure du capital social;
7. Identifier l'échelle géographique utilisée dans la mesure des différentes variables liées au CS;
8. Effectuer une analyse critique et synthétique des articles sélectionnés et tirer des conclusions et recommandations.

Dans les deux parties de notre travail de recherche, nous avons adopté une démarche de recherche qui consiste à:

1<sup>er</sup> : Effectuer une recherche par mots clefs sur Internet, notamment sur la base de données et périodiques de l'ENAP et d'autres organismes comme ceux de l'UQAM et l'UDM. Les mots clefs utilisés étaient les suivants : fonds de développement régional; décentralisation, autonomie régionale; évaluation des fonds de développement; «economic development», «social development», «regional autonomy» «social capital».

2<sup>e</sup> : Une première lecture des articles retenus et sélection des articles pertinents pour une analyse approfondie;

3<sup>e</sup> : Une classification des informations et données selon les critères suivants :

- Les méthodes utilisées dans l'évaluation des FDR (qualitative, quantitative ou mixte);
- Les méthodes de mesures du capitale social;
- Les variables choisies pour mesurer le capital social;
- L'échelle géographique adoptée pour mesurer chaque variable;
- Les indicateurs utilisés pour mesurer chaque variable.

La recension des écrits a permis de recueillir des renseignements pertinents sur les deux sujets : évaluation des fonds de développement et le capital social. Environ une dizaine de rapports en relation avec l'évaluation des fonds de développement proviennent principalement du Canada. Plus de cinquante articles ont été consultés et environ une vingtaine de rapports gouvernementaux et sites web ont été utilisés et analysés.

## **PREMIÈRE PARTIE**

Thème abordé : le fonds de développement régional, la décentralisation

### **CHAPITRE 2 : SYNTHÈSE CRITIQUE DES RAPPORTS D'ÉVALUATION DES FDR**

2.1. Introduction :

2.2. Synthèse des rapports d'évaluation des fonds de développement régional

2.3. Conclusion du chapitre 2

## **CHAPITRE 2 : SYNTHÈSE CRITIQUE DES RAPPORTS D'ÉVALUATION DES FDR**

### **2.1. Introduction**

Les régions possèdent des atouts et un potentiel de développement dont il faut accentuer la mise en valeur. Les enjeux et les défis qui se présentent aux régions du Québec, de même que la nature et l'étendue des problèmes politiques, socio-territoriaux, économiques et organisationnels rencontrés, montrent nettement que l'intervention de l'État, notamment par le soutien financier, est fondamentale et urgente. Dans le cas contraire, les régions risquent non seulement de compromettre une bonne partie des acquis économiques et sociaux des dernières décennies, mais également de limiter les possibilités de gain de bien-être des générations futures. À cet effet, le gouvernement est déterminé à donner aux régions et aux collectivités locales les moyens dont elles ont besoin pour se développer, d'abord à travers une politique de décentralisation. Cette politique engagée en 2004 par le gouvernement du Québec consiste à transférer des responsabilités aux élus locaux, à rapprocher le pouvoir de décision et la prestation de services des citoyens et à entreprendre une démarche adaptée, progressive et évolutive (Gouvernement du Québec, 2005).

Le MAMROT a décidé d'investir dans le développement des régions, et ce à travers son soutien au développement local et régional en privilégiant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs socioéconomiques. Il assure également la cohérence des actions des divers paliers de gouvernement, favorise la concertation entre les nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, et soutient des fonds d'aide aux entreprises et aux organismes de son territoire. La conférence régionale des élus (CRE) constitue, pour le territoire qu'elle représente,

l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional. (MAMROT, 2011).

Le MAMROT agit en partenariat avec les CRE, qui assurent la gestion du Fonds de développement régional (FDR)<sup>1</sup>. Ce fonds est affecté au financement du fonctionnement des CRE, des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et de toute autre activité exercée par une CRE. Le Fonds de développement régional (FDR) est la principale enveloppe dont dispose la CRE pour réaliser ses mandats. Il est utilisé à quatre fins :

- assurer le fonctionnement de la Conférence;
- soutenir cette dernière dans sa mission d'élaboration de stratégies régionales;
- favoriser la mise en œuvre d'ententes spécifiques;
- supporter financièrement la réalisation de projets à rayonnement régional.

Une recherche sur Internet nous a permis d'en identifier quelques rapports d'évaluation de fonds de développement au Canada. Dans ce qui suit, on présente la synthèse de deux évaluations effectuées au Canada, l'une en Ontario et l'autre au Québec. Les deux rapports évaluent les programmes de développement régional. Le premier rapport concerne l'évaluation finale du programme de développement de l'Est de l'Ontario (PDEO). Le second concerne l'évaluation de l'initiative régionale stratégique. Les éléments essentiels qu'on va aborder sont : le contexte de l'intervention, la méthodologie globale adoptée pour effectuer l'évaluation (qualitative, quantitative ou mixte) et enfin les variables et indicateurs utilisés et opérationnalisés dans le cadre de cette évaluation. La fin de cette analyse sera clôturée par une brève conclusion.

---

<sup>1</sup> [http://www.crebsl.org/programmes\\_daide\\_financiere/?id=fonds\\_developpement\\_regional-description&a=2009](http://www.crebsl.org/programmes_daide_financiere/?id=fonds_developpement_regional-description&a=2009)

## 2.2. Synthèse des rapports d'évaluation des fonds de développement régional

### *a. Évaluation du programme de développement de l'Est de l'Ontario (PDEO)*

#### ❖ **Contexte du fonds évalué :**

Ce projet de rapport final présente les résultats de l'évaluation finale du programme de développement de l'Est de l'Ontario (PDEO). L'évaluation a été réalisée par Goss Gilroy Inc (GGI), conseillé en gestion sur la période de juin à octobre 2007. L'évaluation a été supervisée par un comité directeur composé de représentants d'Industrie Canada, FedNor et de la sélection du développement des collectivités (SADC). Les objectifs de l'évaluation étaient de répondre à la condition requise pour une évaluation du programme, tel que décrit dans les résultats du programme axé sur les Cadres de gestion et de responsabilisation (Octobre 2006). Les résultats seront également considérés pour le renouvellement des modalités du PDEO.

#### *Problématique et raison d'être de l'intervention :*

Les communautés rurales dans l'Est de l'Ontario font face, à moyen et à long terme, aux questions économiques découlant d'un certain nombre de défis socio-économiques, notamment: la migration des jeunes vers les centres urbains, un vieillissement de la population, une faible évaluation de l'assiette fiscale avec une croissance de l'évaluation minimale, un plus haut taux d'impôts scolaires commerciaux et industriels en Ontario, une baisse de la base de l'industrie légère, la stagnation et la croissance démographique en déclin, et les taux d'emploi et les revenus des ménages en dessous de la moyenne provinciale.

### ***L'objectif du PDEO :***

L'objectif est de promouvoir le développement socio-économique dans les régions rurales de l'Est de l'Ontario, conduisant alors à une économie régionale concurrentielle et diversifiée et contribuant au développement de débouchés d'affaires et d'emplois ainsi qu'à la durabilité des communautés autonomes, tout en soutenant des initiatives communautaires. Ces initiatives contribuent à stimuler les occasions de développement économique et communautaire; à attirer et retenir les jeunes; à soutenir le développement des compétences; à fournir un accès aux capitaux pour les entreprises nouvelles et existantes, et à appuyer les améliorations technologiques.

### **❖ Questions d'évaluation retenues :**

Les questions d'évaluation portent sur la pertinence, la conception et l'exécution du programme, de même que les résultats, la mesure du rendement, le rapport coût-efficacité et des questions diverses.

### **❖ Variables et indicateurs**

#### **➤ Variables mesurées :**

- La migration des jeunes vers les centres urbains;
- L'âge moyen de la population;
- L'imposition de l'évaluation ;
- Le taux d'impôts scolaires commerciaux et industriels en Ontario;
- La présence de l'industrie légère;
- La croissance démographique
- Les taux d'emploi et les revenus des ménages.

➤ **Indicateurs utilisés :**

- Taux de migration des jeunes vers les centres urbains;
- Taux de vieillissement de la population;
- Taux d'imposition scolaire, industrielle et commerciale en Ontario;
- Taux de croissance d'industrie légère;
- Taux de croissance démographique (% de natalité, % de mortalité, etc.) ;
- Revenus (nombre) des ménages par rapport à la moyenne provinciale ;
- Taux d'emploi et taux de chômage;
- Évolution de la population;
- Taux d'activité;
- Revenu moyen par ménage;
- Revenu moyen par habitant.

❖ **Méthodologie :**

La démarche utilisée a fait appel à des sources de données multiples et à des méthodes de recherche complémentaires afin de pouvoir assurer la fiabilité et la validité de l'information et des données qui ont été recueillies. Les méthodes de recherche suivantes ont été utilisées pour recueillir des données qualitatives et quantitatives :

- Revue documentaire et revue de littérature;
- Entrevues avec les parties prenantes;
- Analyse de données;
- Sondages (en ligne et téléphonique) et
- Études de cas.

- ❖ **Méthode utilisée** : L'évaluation se fonde sur des méthodes quantitatives et qualitatives de cueillette et d'analyse de données.
- ❖ **Outils développés** : Entrevues (directe/ téléphonique), le sondage, l'étude de cas, l'examen des documents; Revue de la littérature; Analyse des bases de données.
- ❖ **Concernant l'étude de cas** :  
Trois études de cas ont été menées dans trois communautés, situées dans les trois différentes SADC. Les sites des études de cas ont été identifiés en consultation avec FedNor, sur la base des critères suivants:
  - Diversification géographique;
  - Les communautés devaient être diversifiées (par exemple : grandes, moyennes et petites);
  - La nature de la réussite communautaire devait varier (par exemple : a attiré l'industrie, le tourisme, une meilleure planification communautaire).
- ❖ **Échantillon retenu** :
- ❖ **Entretiens avec des informateurs clés** :
  - les représentants de FedNor,
  - les représentants des SADC,
  - les parties prenantes (stakeholders),
  - les bénéficiaires secondaires importants.
- ❖ **Le groupe contrôle**: enquête auprès des candidats non retenus dans l'enquête.

❖ **Taux de réponse :**

➤ **Les entrevues :**

Tableau 1 : répartition du nombre d'entrevue sur le nombre d'individus

Type d'entrevue	Nombre entrevues	Nombre d'individus
FedNor	7	9
CFDC	18	20
Stakeholder	7	12
Total	32	41

➤ **Les sondages en ligne.**

Les résultats indiquent que sur 1119 personnes contactées (un taux de réponse près de 36,9%), sur les 1049 organisations (un taux de réponse près de 38,2%) et sur 1628 projets (un taux de réponse global près de 50,8%). Le taux de réponse global pour tous les types de projets est de 43,2 %.

❖ **Principaux constats de l'évaluation**

L'évaluation a conclu que :

- Le PDEO est un programme pertinent pour répondre aux besoins<sup>2</sup> des collectivités de l'Est de l'Ontario. Pour chaque besoin significatif de la collectivité, il y a au moins un flux de financement du PDEO qui peut être consulté ;
- La force de la conception du PDEO est l'utilisation des SADC pour administrer le programme, en raison de leurs connaissances locales intimes ;
- Les processus de sélection utilisés par les SADC sont efficaces et appropriés ;

---

<sup>2</sup> La perte d'emplois manufacturiers (une fois une source importante de l'emploi), la migration par les jeunes, le manque de possibilités d'emploi en général; vieillissement / l'insuffisance des infrastructures physiques, et le soutien aux efforts du tourisme.

- Le PDEO est un programme efficace qui contribue au développement économique et social dans les entreprises rurales des collectivités de l'Est de l'Ontario ;
- Les projets du PDEO ont positivement touché les entreprises, les organisations et les communautés.

L'évaluation a également constaté que les communautés ont été renforcées en soutenant les efforts des organisations à but non lucratif, la recherche d'emploi pour les jeunes, et ce en investissant dans les infrastructures sociales. L'évaluation a révélé que le PDEO a eu un certain nombre de répercussions importantes sur l'emploi dans l'est de l'Ontario et a aidé les organisations à être plus compétitives dans un certain nombre de domaines importants. Cependant, il faut souligner que la sélection des projets régionaux a été et continue d'être problématique.

#### *❖ Difficultés éventuelles rencontrées par l'équipe d'évaluation*

Globalement, les résultats de l'évaluation concernant les questions d'évaluation sont fortement ancrés dans la documentation du programme et des entrevues. Plusieurs sources de données ont été utilisées pour la réussite de l'évaluation. Bien qu'un certain nombre de défis aient été rencontrés comme par exemple l'obtention des données administratives et la réalisation des enquêtes en ligne.

#### **Limites de la méthode d'évaluation**

Examen des documents: Les données économiques et démographiques de FP Markets - Canada Démographiques sont des estimations élaborées à partir de modélisations économiques en utilisant le FP Markets 2001 Recensement du Canada et à partir des données de détail et démographiques fournies par le marché canadien de plusieurs entreprises de recherche. Ainsi, bien que développées à l'aide d'un modèle robuste et

basé sur plusieurs sources de données comme intrants, ces données restent des estimations qui doivent être traitées avec prudence.

**Examen et analyse de la base de données:**

Il convient de mentionner que la base de données a la capacité de répondre aux indicateurs dans la matrice d'évaluation. Par contre, les analyses ont été quelque peu limitées en raison de l'absence de données directement comparables et disponibles au niveau communautaire, du manque de données sur les fonds alloués au niveau du projet pour toutes références aux périodes et de la comparabilité limitée entre les cycles de financement (en raison de changements dans les indicateurs collectés).

**Sondage en ligne:**

Le sondage en ligne a présenté un certain nombre de défis. En raison de l'existence de plusieurs répondants au sein des organisations, il n'était pas possible de forcer les répondants à remplir toutes les sections de l'enquête. Ainsi, les répondants pouvaient choisir de ne pas remplir une section.

## *b. Évaluation de l'initiative régionale stratégique*

### ❖ **Contexte**

Le premier point qu'on a soulevé dans le rapport d'évaluation de l'initiative régionale stratégique (IRS) est l'absence de profil général du programme. Le rapport ne présente aucune mise en contexte pour comprendre d'abord la raison d'être du programme, les ressources, les partenaires et autres intervenants, bénéficiaires, etc. ce qui rend difficile la compréhension du contenu de l'évaluation. Un autre point fondamental qu'on a soulevé, c'est l'absence de modèle logique du programme montrant le lien entre les activités, les extrants et les résultats du programme. Le rapport aborde tout de suite les objectifs, suivis des axes d'interventions.

Les trois principaux objectifs sont :

- 1) favoriser l'éclosion d'un environnement socio-économique propice au développement et à la compétitivité des PME au Québec dans le contexte de la globalisation de l'économie;
- 2) appuyer les efforts du gouvernement du Canada en matière d'emploi et de croissance, sous les volets Sciences et technologie, Commerce international et Développement des marchés;
- 3) développer une approche de gestion horizontale par la mise en place de plans d'action fédéraux en réponse aux problématiques de développement économique régional.

Les grands axes d'intervention sont :

- 1) le développement de la capacité technologique des régions qui visent à accroître la capacité technologique des régions en favorisant l'utilisation des technologies les plus appropriées et leur adaptation par les PME;
- 2) le développement touristique qui met en valeur le potentiel d'attraction touristique international en favorisant le développement d'activités touristiques pouvant rejoindre un marché national et international;
- 3) le soutien à la capacité d'attraction et de rayonnement international des régions du Québec;
- 4) le soutien à la capacité d'adaptation des régions qui appuient les efforts d'adaptation des régions au contexte de globalisation, notamment dans les régions rurales.

❖ **Questions d'évaluation retenues :**

Il y a une absence de questions d'évaluation. De plus, le rapport d'évaluation ne pose aucune question sur l'efficacité.

❖ **Variables mesurées et indicateurs utilisés :**

Il y a absence d'une matrice des indicateurs du programme mettant en relation les questions d'évaluation.

## ❖ Méthodologie

Comme stratégie d'évaluation, les évaluateurs ont utilisé une combinaison de données quantitatives recueillies provenant d'enquêtes téléphoniques et de la base de données administratives du programme IRS, ainsi que les données qualitatives des entrevues individuelles ou de groupes.

Quatre méthodes de collecte de données ont été utilisées :

- 1) les enquêtes téléphoniques;
- 2) les groupes de discussion;
- 3) les entrevues individuelles et
- 4) l'examen des dossiers administratifs.

Les données recueillies ont été analysées à l'aide de quatre méthodes d'analyse:

- 1) la modélisation du programme et des phénomènes à l'étude;
- 2) la revue de littérature;
- 3) l'analyse de rendement relatif et
- 4) l'étalonnage.

### ❖ **Principaux constats et difficultés éventuelles rencontrées par l'équipe d'évaluation**

On a examiné la pertinence, la mise en œuvre et les effets du programme pour en dégager des constats.

#### ***Sur la pertinence du besoin***

La pertinence de l'intervention a été évaluée par comparaison aux programmes européens similaires et non par rapport à ses capacités à répondre aux spécificités des besoins des régions du Québec.

#### ***Concernant la mise en œuvre du programme***

Concernant les bénéficiaires, les clients ciblés par le programme étaient des entreprises pour le quart des projets (financements remboursables). Les trois quarts restants étaient pour des organismes (financements non remboursables). Le taux de mise en œuvre de ces projets a été variable et au moment de l'évaluation du programme, 51,4% des projets n'étaient pas encore complétés.

#### ***En rapport avec les effets du programme***

Cette évaluation présente certaines limites qu'il faut signaler.

- Plus de la moitié des projets approuvés (51,4 %) durant la période de référence (7 février 1997 au 31 mars 2001) n'étaient pas encore complétés ;
- En termes de portée des résultats, cela a comme conséquence que la portée des résultats est limitée étant donné la difficulté de mesurer les effets à long terme du programme sur le développement des régions;

- En termes d'extrants, sur les 384 projets financés pour un total de 239.8 millions, la grande partie porte sur le développement technologique et touristique, et beaucoup moins sur le rayonnement international et l'adaptation régionale. Par ailleurs, les recommandations formulées sous ce titre portent essentiellement sur la nécessité de garder l'accent sur la restructuration pour un développement endogène des régions ainsi que sur l'accroissement du processus d'interaction et d'apprentissage entre les acteurs socio-économiques, en plus de se doter d'indicateurs précis pour ces deux volets;

- Le rapport d'évaluation n'a pas dressé un portrait global des différents projets qui ont reçu une contribution non remboursable ou remboursable.

### **2.3. Conclusion du chapitre 2 :**

Dans les deux cas d'évaluation, la démarche méthodologique de collecte de données adoptée a été la méthode mixte (combinant les deux méthodes qualitative et quantitative). Du point de vue méthodologique, les deux études étaient compatibles avec l'objectif fixé au début de l'étude et répondaient suffisamment aux besoins de l'étude : la facilité d'accès, la disponibilité et la qualité ainsi que le volume de données nécessaire pour l'étude. Pour ce qui est des variables, la première étude été plus bénéfique, car les indicateurs sont clairement identifiés et bien opérationnalisés dans le cadre de cette étude.

La seconde étude (IRS) n'a pas été utile sur le plan méthodologique, considérant l'absence d'une matrice des indicateurs du programme mettant en relation les questions d'évaluation. En plus on a constaté l'absence marquée des questions d'évaluation.

Concernant le lien avec la notion du capital social, on a constaté que l'évaluation PDEO utilise certaines variables (comme l'immigration) qu'on peut trouver dans la mesure du capital social.

Dans la partie qui suit (la deuxième partie du rapport) on abordera en détails la notion du capital social. Cette seconde partie du rapport est répartie en deux chapitres : le chapitre 3 traitera de la problématique et du cadre théorique dans le domaine du capital social et le chapitre 4 examinera les méthodes utilisées pour en faire la mesure.

## **DEUXIÈME PARTIE :**

Thème abordé : la notion du capital social, sa définition  
et les méthodes pour le mesurer.

### **CHAPITRE 3 : PROBLÉMATIQUE ET CADRE THÉORIQUE**

- 3.1. Problème conceptuel
- 3.2. Formes et influence du capital social sur les organisations publiques
- 3.3. Problèmes concernant la mesure du capital social
- 3.4. Conclusion du chapitre 3

### **CHAPITRE. III : PROBLÉMATIQUE ET CADRE THÉORIQUE**

De plus en plus d'académiciens et praticiens s'intéressent à la notion du capital social comme facteur explicatif de certains phénomènes sociaux et des changements et transformations que connaissent les régions dans leur évolution et leur développement (Germain, 2004; Côté 2011; Fabio, 2005 & 2006; Callois, 2005 & 2006; Putnam, 1993).

Dans le cadre de notre mandat, nous nous penchons sur un élément important, à savoir le rôle du capital social comme facteur essentiel pour comprendre l'intervention de l'État dans les régions au Québec et spécifiquement l'intervention de l'État à travers les fonds de développement régionaux. La tâche qui nous a été assignée n'est pas l'évaluation d'un de fonds de développement comme tel, mais plutôt d'approfondir notre cadre théorique en vue de trouver les liens qui peuvent exister entre le capital social et de l'intervention de l'État se concrétisent par un fond de développement régional (FDR)

D'une façon plus concrète, on cherche en premier lieu à définir le capital social, notamment dans le contexte de notre étude d'évaluation, et on cherche ensuite les méthodes et mécanismes qui permettent de mesurer le capital social. Nous verrons que des problèmes liés à la conceptualisation du concept rendent cette étude très complexe. En second lieu, on s'intéresse à l'influence de celui-ci sur la performance des institutions gouvernementales d'une façon générale et, d'une façon beaucoup plus spécifique à l'influence du capital social sur la gestion des fonds de développement

afin de tirer les enseignements nécessaires et utiles dans le processus d'évaluation des FDR gérés par les CRE du Québec.

### **3.1. Problème de conceptualisation**

Du point de vue théorique, plusieurs recherches ont été réalisées sur le capital social (Bourdieu, 1980 et 1986; Coleman, 1988 et 1990; Putman, 1993 et 1995). Depuis le début des années 1990, le concept du capital social est devenu central dans le débat des sciences sociales. Du point de vue pratique, plusieurs enquêtes (Statistique Canada; Louis Côté, 2001; Putman, 1993 et 1995) ont été réalisées, notamment par le gouvernement, en se référant au capital social comme un facteur explicatif pour comprendre certains phénomènes sociaux, par exemple, l'étude empirique réalisée par Louis Côté et qui porte sur des institutions régionales mises en place au Québec en 1991, ayant pour objectif de mesurer et de comparer les performances relatives des conseils régionaux de développement et d'apprécier la place du capital régional comme facteur explicatif de leurs différences.

À la lumière de la revue de littérature que nous avons effectuée, il semble que les auteurs ont soulevé deux problèmes principaux en lien avec le capital social: le premier problème a une dimension conceptuelle et le second a une dimension méthodologique liée aux choix de méthodes de mesure du concept (capital social). Caillois, 2006.a; 2006.b; Callois et Schmitt, 2009) s'est penché essentiellement sur la définition du concept et son évolution. D'autres (Fabio, 2005.a; Fabio, 2005.b; Fabio, 2006.a; 2006.b; Rostila, 2010; Putnam, 1993; 2000; Germain, 2004; Bourdieu 1980, Coleman, 1988) se sont intéressés largement aux différentes méthodes de mesure du capital social et à leur efficacité.

Notre travail de recherche part donc d'une double problématique du capital social: conceptuelle et méthodologique. Nous explorons les méthodes utilisées dans la mesure du capital social et en particulier le capital social en lien avec la gestion des fonds de développement par les différents CRE du Québec.

La question qui nous intéresse n'est pas de définir seulement ce qu'est le capital social et comment le mesurer, mais plutôt de comprendre l'effet du capital social sur le développement régional.

La définition du capital social ne fait pas consensus chez toute la communauté académique. Il n'y a également pas de consensus sur la façon dont la notion du «capital social» devrait être mesurée. Comme le soulignent Callois & Schmitt (2009) et Callois (2006.a), la définition du capital social a fait l'objet de multiples controverses, tant cette notion est jugée vague et floue. Callois (2006.b) explique que le capital social est un concept qui tente de synthétiser les divers effets de facteurs sociologiques sur le bien-être économique.

Fabio (2005.a) revient sur les origines du concept du capital social et son évolution, et ce depuis les années 80, tout en citant les écrits des principaux auteurs comme Bourdieu (1980, 1986), Coleman (1988, 1990) et Putnam (1993, 1995). Dans le début des années 90, le concept de capital social est finalement devenu un thème central dans le débat des sciences sociales. Selon Fabio (2005.b), le capital social a deux composantes: il est d'abord une ressource qui est connectée avec l'appartenance à un groupe et à des réseaux sociaux. «Le volume du capital social possédé par un agent donné ... dépend de la taille du réseau de connexions qu'il peut mobiliser efficacement » (Bourdieu, 1986, p. 249). Deuxièmement, c'est une qualité produite

par la totalité des relations entre les acteurs, plutôt qu'une simple «qualité» commune du groupe (Bourdieu, 1980).

Selon Fabio (2006. a), malgré la grande quantité de recherches sur le capital social, sa définition est restée insaisissable. Une étude approfondie sur les origines du capital social a conduit l'auteur à dire qu'il est possible d'argumenter que le capital social n'est pas un concept mais plutôt une praxis<sup>3</sup>. En plus du problème de définition du concept, Fabio (2006.b) soulève un autre problème, soit le manque chronique de données appropriées. Ces deux problèmes majeurs ont été jusqu'ici un obstacle à la recherche théorique et empirique des phénomènes sociaux dans lesquels le capital social peut jouer un rôle.

#### ***Définition du concept***

La majorité des auteurs adoptent cependant la définition proposée par Coleman. Ils ont jugé que la définition de Coleman est la plus efficace. Coleman a déclaré que le :

*«Social capital is defined by its function. It is not a single entity, but a variety of different entities, with two elements in common: they all consist in some aspect of social structures, and they facilitate certain actions of actors within the structure»*

(Coleman, 1988, p.98).

Coleman constitue une référence incontournable dans la littérature sociologique consacrée au capital social<sup>4</sup>. Pour mieux se démarquer et se distinguer des points de

---

<sup>3</sup> Des mots utilisés pour fédérer les intérêts de recherche disparates mais liés entre eux et pour faciliter le croisement et le foisonnement des idées à travers les frontières disciplinaires.

<sup>4</sup> <http://www.univ-rouen.fr/servlet/com.univ.util.LectureFichierJoint?CODE=1102515152719&LANGUE=0>

vue précédents, il forge la notion comme un ensemble multiforme qui se définit par les caractéristiques suivantes :

- «Le capital social est d'abord une ressource pour les acteurs (personnes, entreprises...) puisqu'il facilite l'action de ces derniers au sein des structures dans lesquelles ils prennent place [...] ».
- «Le capital social a une valeur productive : recourir et investir dans du capital social, c'est se donner les moyens de concrétiser certains objectifs qui, sans ce dernier, n'auraient pu être atteints [...]».
- «Le capital social n'est pas complètement fongible. Plus encore, une forme donnée de capital social peut s'avérer utile pour certaines situations ou domaines d'activités et nuisible dans d'autres [...]».

### **3.2. Formes et influence du capital social sur les organisations publique.**

On reprend le questionnement de départ pour dire que ce qui nous intéresse le plus n'est pas de savoir seulement ce qu'est le capital social et comment le mesurer mais plutôt, comment le capital social agit sur les organisations constituant des acteurs de développement régional (la gestion des fonds de développement, la performance organisationnelle, etc.). On aborde tout de suite les formes du capital social ensuite l'influence de ce dernier sur les organisations publiques.

#### ***a. Les formes du capital social***

Le capital social peut prendre généralement deux formes ou, dans certains cas, trois formes dans la littérature sur le capital social. Putnam (2000) utilise la dichotomie « *bonding/bridging* » dans son ouvrage *Bowling alone*. La première forme (« *bonding* ») du capital social signifie les liens déployés à l'intérieur d'un même

groupe. La seconde forme (« bridging ») du capital social «qui relie» témoignant de modalités de liaisons entre personnes ou groupes différents (Germain, 2004).

Callois (2005: 47) définit la dichotomie « *bonding/bridging* » comme suit : «On entendra par *bonding* les caractéristiques sociologiques qui concernent des liens entre habitants d'une même région, et qui renforcent la cohésion, la capacité d'action collective et le contrôle social. On entendra par *bridging* les liens entre des habitants d'une région et des individus extérieurs, susceptibles d'apporter des ressources non disponibles dans la région (information en particulier).

Callois et Schmitt, (1990) ajoutent une troisième forme de capital social présente dans la littérature, un intermédiaire entre le « bonding » et le « bridging » : il s'agit du *linking*. Selon ces auteurs, le *bonding* se manifeste par des liens forts et locaux qui garantissent la stabilité de l'environnement, mais peuvent aussi engendrer de l'inertie et de la fermeture. Le *bridging* consiste en des liens plus lâches, mais qui peuvent donner accès à des opportunités nouvelles. Le *linking* est une catégorie intermédiaire qui comprend des liens reliant des individus de milieux sociaux différents. Cette dernière forme de capital social combine les vertus de stabilisation et d'ouverture.

### ***b. Influence du capital social sur les organisations publiques.***

Le constat pratique concernant l'influence du capital social sur les organisations a été démontré par plusieurs auteurs (Putman, 2000 Fabio,2005, Callois, 2006, Côté,2011 Callois et Schmith, 1990). Ces auteurs ont montré dans plusieurs cas que le capital social exerce une influence considérable et significative sur les organisations, que ce soit au niveau de leur fonctionnement ou sur leur performance. Nous citons à titre d'illustration le cas étudié par Côté (2011). Ce dernier tente à travers une étude

empirique portant sur les conseils régionaux de développement du Québec (CRD)<sup>5</sup>, de trouver les causes explicatives des différences de performance institutionnelle des CRD en s'inspirant des travaux de Putman. Côté a procédé à une mise à l'essai des diverses explications de la performance institutionnelle proposées par les théories sociologiques : sept hypothèses ont été mises à l'épreuve, à savoir : le niveau de développement socio-économique, la situation démographique, le niveau de scolarisation, la distribution de la population, la cohésion sociale et idéologique, les caractéristiques du CRD et le capital social. Chaque hypothèse comprend une série de variables dont les effets sur la performance des conseils régionaux ont été testés. Les résultats de cette étude montrent que seule l'hypothèse concernant le capital social a été confirmée, celui-ci expliquant près de 58 % de la variation de la performance.

Jean-Marc Callois (2006) présente dans son article «Capital social et performance économique. un test économétrique sur l'espace rural français» les effets positifs et négatifs du capital social. Pour ce qui est des effets positifs, Callois cite trois grands types de mécanismes permettant de rendre compte des impacts positifs des relations sociales sur la performance économique, soit : la transmission d'information, la réduction de l'opportunisme et l'existence de coopération locale. Quant aux effets négatifs du capital social, selon l'auteur cette notion est, par définition, positive au niveau individuel, mais elle est négative au niveau agrégé, tel que le niveau régional. Il cite trois effets négatifs, à savoir : des relations sociales privilégiées peuvent occasionner une «limitation des gains potentiels de l'échange»; une société trop intégrée peut produire des incitations économiques insuffisantes; des relations sociales trop intenses peuvent aboutir à des phénomènes de collusion et de discrimination.

---

<sup>5</sup> En 1992, les CRD ont été institués comme instances représentatives ayant vocation de coordination et de programmation du développement

Tableau 2. Effets positifs et négatifs du capital social

<u>Fondement du mécanisme</u>	<u>Mécanismes positifs</u>	<u>Mécanismes négatifs</u>
Information, connaissances	Transmission	Diversité insuffisante
Incitations individuelles	Autocontrôle de l'opportunisme	Manque d'initiative, nivellement par le bas
Action collective.	Gestion informelle du risque, biens publics locaux	Collusion, discrimination

Source : Callois (2006)

L'analyse des trois mécanismes de relations sociales (citées dans le tableau 1) selon une combinaison de deux à deux, c'est-à-dire de trois couples (effet positif en parallèle avec un effet négatif) de chaque mécanisme, fait apparaître une sorte de conciliation à l'intérieur du couple. Par exemple, pour le mécanisme « l'action collective », on a l'ouverture des groupes sociaux qui limite la discrimination et rend la collusion plus difficile. La caractérisation de ces mécanismes a été introduite par Putnam (2000), par les termes de *bonding* (« capital social fermé ») et de *bridging* (« capital social ouvert »). Donc deux formes distinctes du capital social.

En guise d'illustration on présente dans ce qui suit le modèle causale élaboré au niveau du CREXE (2011) montre : les interactions qui existent entre le système d'action des acteurs régionaux à l'intérieur du système de production des actions collectives régionales. Le modèle montre comment les programmes publics comme le cas du FDR agit sur le système de production des actions collectives régionales et comment ce dernier agit sur le développement des régions. Le développement des régions à travers ses différents capitaux (technologique, financière, etc.) agit sur le FDR, sur le système de production des actions collectives régionales et aussi sur le capital social. Le modèle montre aussi l'influence du capital social sur d'une part, le

développement des régions. Et d'autre part sur le système de production des actions collectives régionales.

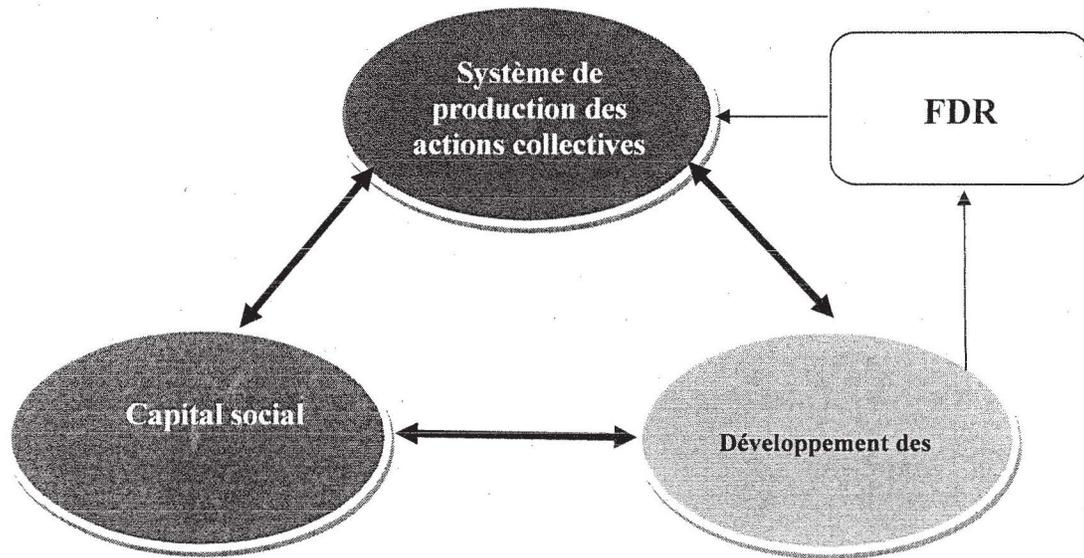


Figure 1 : Modèle Causal simplifié

### *3.3. Problèmes concernant la mesure du capital social*

Fabio (2006.a) identifie deux principaux problèmes qui affectent l'empirisme du capital social. Le premier est l'utilisation d'indicateurs macros qui ne sont pas directement liés à des éléments clés du capital social. Ces indicateurs (par exemple : le taux de criminalité, la grossesse des adolescentes, le don de sang, les taux de participation dans l'enseignement tertiaire de l'éducation) sont très populaires dans la recherche empirique, mais leur utilisation a conduit à beaucoup de confusion sur le capital social. Le deuxième problème principal face à la littérature empirique est «l'agrégation». Une grande partie des études transnationales en vigueur sur les résultats économiques du capital social est fondée sur des mesures de confiance tirées de la « World Values Survey »<sup>6</sup>. La confiance est mesurée par des enquêtes. L'agrégation de ces données crée toutefois une mesure de ce qui peut être appelé «macro» ou «sociale» de confiance, qui perd son lien avec les circonstances sociales et historiques dans lesquelles la confiance et le capital social sont situés.

Fabio (2006.b), souligne aussi les faiblesses principales affectant presque toutes les études empiriques, qu'il rassemble en six points:

1. Il n'y a pas une seule, universelle, définition de ce qu'est le capital social.
2. L'utilisation de définitions différentes et des indicateurs (divers) provenant des sources de données différentes rendent toute évaluation générale difficile.
3. L'utilisation de mesures de confiance établies par la « World Values Survey » (qui conduit à la création d'indicateurs de confiance «sociale») risque de perdre leur lien avec les circonstances sociales et historiques dans laquelle la confiance et le capital social sont situés.

---

<sup>6</sup> <http://www.worldvaluessurvey.org/>

4. L'utilisation d'indicateurs «indirects» ne représentent pas des éléments clés du capital social. Cela peut être trompeur et provoquer une confusion considérable sur ce qu'est-le capital social.

5. La difficulté de rendre compte de la multi dimensionnalité de chacune des diverses facettes du capital social, comme les réseaux sociaux.

6. Il y a plusieurs raisons de douter de l'efficacité des mesures du capital social basées seulement sur la densité des organismes bénévoles.

La question qui se pose actuellement et avec insistance est comment remédier à toutes ces carences et quelles sont les méthodes qu'il faut utiliser afin de mesurer le capital social?

La réponse à cette question fait l'objet du chapitre suivant (chapitre 3) qui examinera les différentes méthodes utilisées dans la littérature pour mesurer le capital social.

### **3.4. Conclusion du chapitre 3:**

Les constats théoriques et pratiques de l'influence du capital social sur les organisations d'une façon globale et sur la performance des organisations d'une façon plus particulière sont significatifs et clairement démontrés. Le capital social devient donc un facteur indispensable à considérer dans l'explication et la compréhension des différents changements perçus dans les organisations : performance, développement, gestion, etc. L'influence du capital social est importante notamment dans l'étude des modes de gestion et de distribution des fonds de développement régionaux.

## **DEUXIÈME PARTIE :**

Thème abordé : la notion du capital social, sa définition et les méthodes pour le mesurer.

### **CHAPITRE 4 : MÉTHODES UTILISÉES DANS LA MESURE DU CAPITAL SOCIAL**

- 4.1. Le cas français
- 4.2. Le cas italien
- 4.3. Le cas canadien
- 4.4. Conclusion du chapitre 4

#### **IV. MÉTHODES UTILISÉES POUR MESURER LE CAPITAL SOCIAL**

Les méthodes utilisées pour mesurer le capital social, que nous avons recueillies dans la littérature, sont variées. Nous présentons dans ce qui suit trois cas ayant utilisé des méthodes de mesure du capital social en vue de combler les déficiences citées dans le chapitre II. Il s'agit du cas français, italien et canadien.

Concernant le premier cas, les auteurs Callois et Schmitt (2005), et Callois (2005 et 2006) ont choisi l'espace rural français pour l'étude des relations entre facteurs sociologiques et économiques. Les auteurs présentent une grille de lecture des mécanismes par lesquels les caractéristiques sociologiques peuvent influencer sur le développement économique. Le monde rural constitue un terrain de choix parce qu'il est présumé être caractérisé par une forte sociabilité.

Le second cas est l'étude effectuée sur l'Italie par Fabio (2005, 2006): il a procédé à une évaluation empirique de la relation entre les partenaires sociaux et la qualité du développement économique en Italie. L'analyse s'appuie sur un ensemble de données recueillies par l'auteur, y compris environ deux cents variables représentant différents aspects du développement économique et quatre dimensions structurelles du capital social. La qualité du développement humain est mesurée par le développement et les indicateurs de l'état de santé des écosystèmes urbains, les services publics, le marché du travail et l'égalité des sexes, tandis que le capital social est mesuré grâce à des indicateurs synthétiques représentant des liens familiaux forts, des faibles liens informels, des organismes bénévoles et la participation politique.

Le troisième cas concerne un cas canadien. Comme dans plusieurs autres pays, il y a un intérêt croissant pour le rôle que pourrait jouer le capital social dans la détermination des résultats sociaux, économiques et sanitaires. Cependant, jusqu'à ce jour, il y a eu relativement peu de travaux sur la mesure du capital social. Bien qu'il n'existe pas de consensus clair sur la définition du capital social, il y a eu de nombreuses enquêtes auprès des ménages, qui incluent des questions qui sont souvent considérées comme des dimensions du capital social. Il y a notamment une enquête réalisée par Statistique Canada qui inclut des contenus liés à la mesure du capital social (Bryant et Norris, 2002). On aborde en détails les différentes méthodes utilisées dans les trois cas : français, italien et canadien, proposées par les différents auteurs pour mesurer le capital social ainsi que les indicateurs utilisés pour mesurer les phénomènes liés au capital social.

#### **4.1. Le cas français :**

Callois (2006.a et 2006.b) propose des indicateurs à mobiliser pour un test empirique. Il propose différentes classes d'indicateurs disponibles dans les statistiques. Il considère successivement des indicateurs, soit deux formes principales de capital social: *bonding* et *bridging*. Il propose ensuite à chaque fois des variables instrumentales qui pourraient être mobilisées pour corriger l'endogénéité potentielle.

##### **4.1.1. Indicateurs de *bonding***

Mesurer le *bonding* signifie évaluer la cohésion locale, qui permet l'échange d'informations, un comportement individuel favorable aux intérêts du groupe et l'action collective. Selon Callois (2004), il est nécessaire de prendre en compte à la fois des aspects structurels (densité de liens sociaux, taille des groupes cohésifs) et cognitifs (valeurs et normes propices à la coopération, à la loyauté etc., ainsi que leur

portée dans l'espace social). Il sera donc nécessaire d'utiliser des indicateurs très indirects des caractéristiques sociologiques pertinentes pour évaluer le capital social. Concernant les indicateurs structurels, en voici quelques-uns qui peuvent être mobilisés :

- Le nombre d'associations
- La taille moyenne des ménages
- La présence de lieux de socialisation (bars, installations sportives...)
- Une distance au lieu de travail faible.

Concernant les aspects cognitifs (sentiment de cohésion, propension à coopérer, loyauté, etc.), les indicateurs qui peuvent être suggérés sont :

- L'indice de Gini sur les revenus des ménages comme indicateur de cohésion sociale
- Le taux de criminalité, qui donne une mesure de la méfiance « ambiante »
- Le pourcentage de ménages abonnés au téléphone sur liste rouge.
- Les dons aux associations caritatives, supposés reliés à la tendance à aller vers les autres
- Le coefficient d'intégration fiscale, qui est la part de ressources fiscales des communes.

Selon Callois (2006), Trouver un effet positif d'une variable de capital social dans une régression linéaire ne signifie pas nécessairement que le capital social agit positivement sur le développement économique. Outre la possibilité d'une causalité inverse, il est possible que la variable de capital social soit corrélée à une variable non mesurée, qui représenterait le véritable phénomène influant sur la performance économique. Ainsi, Durlauf (2002) considère que les variables de capital social pourraient être, en réalité, des *proxies* de caractéristiques institutionnelles. Pour corriger ce biais d'endogénéité potentiel, il est nécessaire d'instrumenter la variable

de capital social par une variable peu susceptible d'être reliée causalement à la performance économique actuelle, ni au système de gouvernance local (Callois, 2006.a et b). La solution adoptée consiste à considérer que si les biais des différentes *proxies* de *bonding* n'étaient pas corrélés entre eux, il devait être possible de construire des indices solides à partir de ces variables. L'outil le plus adéquat pour cette situation est l'analyse en composantes principales (ACP)<sup>7</sup>.

D'autre part, afin de corriger la possibilité d'endogénéité, Callois (2006) a utilisé la méthode des variables instrumentales<sup>8</sup>. Les instruments utilisés ont consisté, d'une part, en des variables décalées dans le temps lorsque c'était possible, et, d'autre part, en des variables issues des données de l'agriculture. Callois (2006) suppose que les caractéristiques sociologiques des systèmes agraires traditionnels ont gardé une trace dans les caractéristiques sociologiques actuelles. Les variables utilisées seront la taille moyenne des exploitations agricoles, la densité de coopératives d'utilisation de matériel agricole en commun (CUMA) et la part de terres en faire-valoir direct.

---

<sup>7</sup> L'Analyse en Composantes Principales (ACP) est une méthode de la famille de l'analyse des données et plus généralement de la statistique multivariée, qui consiste à transformer des variables liées entre elles (dites "corrélées" en statistique) en de nouvelles variables décorrélées les unes des autres. Ces nouvelles variables sont nommées "composantes principales", ou axes. Elle permet au praticien de réduire l'information en un nombre de composantes plus limité que le nombre initial de variables. ([http://fr.wikipedia.org/wiki/Analyse\\_en\\_composantes\\_principales](http://fr.wikipedia.org/wiki/Analyse_en_composantes_principales))

<sup>8</sup> <http://www.jourdan.ens.fr/~carbonnier/econo/econometrie7.pdf>

#### 4.1.2. Indicateurs de *bridging* ou d'accès à des ressources extérieures à la région

La composante *bridging* du capital social consiste en la capacité pour les habitants d'une région à accéder à des ressources extérieures nouvelles, essentiellement de l'information (sur la technologie ou les marchés), mais également d'autres types de services. Il est possible de distinguer plusieurs voies par lesquelles le *bridging* pourrait se manifester. Trois d'entre elles peuvent être mesurées par des indicateurs statistiques (Callois, 2006) :

- Émigration et immigration;
- Les relations politiques (au sens large) et
- Les relations économiques.

Ces trois catégories ne sont pas exclusives : elles se recouvrent partiellement. L'intérêt de les distinguer est qu'elles permettent d'imaginer des types d'indicateurs différents.

Enfin, le niveau de *bridging* lié aux relations politiques est supposé être lié au volume de subventions publiques perçues par les collectivités locales. Ce volume de subventions est rapporté à un indicateur de taille, qui est pris égal à la dotation globale de fonctionnement (DGF). En effet, la DGF est calculée selon des règles censées prendre en compte les besoins et compétences directes des collectivités (population, longueur de voiries, écoles etc.). Le *bridging* possède les mêmes difficultés en matière de suspicion d'endogénéité que le *bonding*, sinon davantage, car un indicateur comme le taux de migration est directement influencé par la performance économique. Les instruments utilisés ici sont des indicateurs d'accessibilité (distance moyenne à une sortie d'autoroute, distance à un pôle urbain de plus de 10 000 hab., degré de ruralité). L'auteur utilise aussi le nombre de lits d'hôtels par habitant.

#### 4.1.3. Méthode d'estimation retenue sur l'espace rural français

L'auteur applique ces propositions au cas de l'espace rural français dans des régressions de croissance du type utilisé par Barro (1991)<sup>9</sup>. Étant donné la difficulté à obtenir des données de PIB à un niveau fin (Berriet-Sollicet *et al.* 2000), la variable de performance utilisée sera la croissance de l'emploi de 1990 à 1999. Le niveau géographique choisi est le bassin de vie :

«Les bassins de vie sont un zonage élaboré à partir du recoupement de plusieurs critères: présence de services de la gamme intermédiaire, intensité de déplacements quotidiens des habitants (migrations pendulaires, études, services...). Ce découpage géographique est bien adapté à la problématique de développement rural, en ce qu'il inclut des aspects sociaux et économiques. Seul le référentiel rural restreint a été inclus dans l'étude». (INSEE, 2003)

L'estimation contrôle les principaux phénomènes économiques classiquement pris en compte dans ce type de modèle :

- Dotation en facteurs, deux indicateurs de capital humain sont utilisés :

- la part de bacheliers en 1990 et
- le rapport entre ouvriers qualifiés et non qualifiés en 1990.

La densité initiale d'emploi (comme *proxy* de dotation en capital) est non significative dans toutes les régressions et n'est donc pas présentée ici.

---

<sup>9</sup> Cité par Callois, 2006

- Potentiel de marché : Il utilise la somme de la population des autres bassins de vie divisée par la distance-temps au commun centre.

- Structure économique locale : La seule variable significative est le pourcentage d'emploi résidentiel en 1990 (selon la définition figurant dans INSEE, 2003).

L'estimation procède en trois étapes :

- Premièrement, il teste l'existence d'effets significatifs des indicateurs de capital social.
- Ensuite, l'existence de complémentarités entre les deux composantes de *bonding* et de *bridging*, prédite par la théorie, se fait par l'ajout de termes croisés entre indices de *bonding* et de *bridging*.
- Enfin, l'ajout de termes quadratiques permet, en outre, de tester d'éventuels effets de seuil dans l'impact positif du capital social, au-delà duquel les effets négatifs du capital social domineraient les effets positifs (UZZI, 1996)<sup>10</sup>.

Callois, (2006.a) ont réussi à prendre en compte simultanément des indices de *bonding* et de *bridging*, construits à l'aide d'analyses en composantes principales(ACP).

#### **4.1.4. Construction des indices de capital social**

La construction des indices du capital social s'est fait à partir des variables du *bonding* et du *bridging*. Les variables du *bonding* qui ont été utilisées sont :

- Nombre d'associations par habitant (données SIRENE 1990)

---

<sup>10</sup> Cité par Callois, 2006.b

- Nombre de salariés de cafés par habitant (données UNEDIC 1990)
- Indice d'équipements sportifs (Inventaire communal 1988)
- Part de ménages sur liste verte (Wanadoo, 2004)
- Part de ménages ayant effectué des dons caritatifs (Direction générale des impôts, 2001).

Les variables du *bridging* qui ont été utilisées sont :

- La participation politique (DGCL)<sup>11</sup>.
- L'immigration (SIRENE) et recensement de la population.

À partir de ces variables, des indices ont été construits à partir d'analyses en composantes principales (ACP).

Callois et Schmitt (2005) ont effectué la même étude, mais ont mesuré trois composantes du capital social: *bonding* / *linking* / *bridging*. Ils présentent une grille de lecture des mécanismes par lesquels les caractéristiques sociologiques peuvent influencer sur le développement économique. Ils adoptent une vision multidimensionnelle du capital social. En fait, selon ces auteurs, c'est la seule vision qui peut révéler les effets des facteurs sociologiques sur la croissance économique locale. Ils proposent un ensemble d'indicateurs de « *bonding, linking et bridging* ». Ils concentrent leur étude sur les zones rurales françaises au niveau des "bassins de vie» (Insee, 2003). Le découpage de la France en bassins de vie est un outil proposé pour faciliter la compréhension de la structuration du territoire de la France métropolitaine et mieux qualifier l'espace à dominante rurale.<sup>12</sup>

<sup>11</sup> Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL)

<sup>12</sup> [http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?ref\\_id=bassins\\_vie&reg\\_id=99&page=donnees-detaillees/bassins\\_vie/bassins\\_vie.htm](http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?ref_id=bassins_vie&reg_id=99&page=donnees-detaillees/bassins_vie/bassins_vie.htm)

## 4.2. Le cas italien

Concernant le cas italien, Fabio (2005 ; 2006) propose une autre méthode pour mesurer le capital social. Il s'agit d'un modèle statistique basé sur l'utilisation de plusieurs indicateurs. Selon Fabio (2005 et 2006), le point de départ est la reconnaissance de la multidimensionnalité de la notion de capital social, qui ne peut pas être représentée par un seul indicateur, mais plutôt par un ensemble d'indicateurs (environ 200 indicateurs) de quatre principales dimensions du capital social: la solidité des liens familiaux, la faiblesse des liens informels, les organismes bénévoles et la participation politique. Les données sont tirées d'un ensemble d'enquêtes polyvalentes effectuées par l'Institut italien de statistique (Istat) sur un échantillon de 20 000 ménages entre 1998 et 2002. Les analyses en composantes principales (ACP) sont effectuées sur chacun des quatre groupes représentant les dimensions du capital social «structurel», afin de construire les indicateurs.

Fabio (2005 et 2006) utilise une autre méthode de mesure complémentaire, à savoir la mesure du bien-être. Il s'est concentré sur les différentes dimensions du bien-être, tel que mesuré par les indicateurs de développement humain et de l'état de la santé des écosystèmes urbains, les services publics, la protection sociale, l'égalité des sexes et le marché du travail. Il utilise aussi les dépenses publiques pour mesurer le bien-être, car les dépenses publiques jouent un rôle fondamental dans l'amélioration de la qualité de vie. Le montant des dépenses publiques pour la protection sociale et les services publics sont utilisés pour évaluer les efforts de l'État dans la promotion du bien-être (Sen, 1981)<sup>13</sup>. Il mesure aussi la qualité de développement.

---

<sup>13</sup> Cité par Fabio (2005)

Fabio (2005) retrace une carte sociale de l'Italie en essayant de prendre en compte de manière appropriée les idées nouvelles tirées des théories du capital social. La mesure du capital social a touché les cinq composantes suivantes :

1. Le capital social comme des liens familiaux solides
2. Le capital social comme des liens faibles entre les réseaux informels
3. Le capital social comme les organismes bénévoles
4. Le capital social comme une participation politique active
5. Le capital social comme la conscience civique

Fabio, (2005; 2006) tente de trouver un indicateur synthétique unique (de dotation régionale) de capital social. Ils proposent à cet effet l'analyse factorielle multiple (AFM). L'AFM est une technique multidimensionnelle particulièrement adaptée pour traiter des matrices composées par un ensemble d'unités décrites par plusieurs groupes de variables. Il étudie les différents aspects du phénomène (multidimensionnels) par la pondération de chaque caractéristique du groupe afin d'équilibrer correctement leur pertinence pour l'analyse générale. À cet effet Fabio (2005 et 2006) propose les indicateurs suivants :

- La participation à des associations bénévoles / société civile ;
- Les réseaux sociaux et le soutien social ;
- La confiance (confiance généralisée et la confiance dans les institutions) ;
- Le civisme (normes et la responsabilité civique).

D'autres dimensions sont parfois incluses: sentiment de sécurité, l'action politique, etc. Ces indicateurs sont largement utilisés dans les enquêtes afin de mesurer le capital social. Malgré une grande variété d'approches théoriques, des analyses empiriques du capital social sont similaires

### **4.3. Le cas canadien**

Pour le cas canadien, nous avons jugé utile de nous appuyer sur l'enquête réalisée par Statistique Canada. Les résultats de l'enquête en question réalisée par Statistique Canada ont été publiés dans le rapport de l'OCDE en 2002 (Bryant et Norris, 2002). Ces enquêtes comprennent des dimensions du capital social et ont quelques questions portant sur la mesure du capital social. Bien que le but principal de ces enquêtes ne soit pas de mesurer le capital social, elles fournissent une indication des types de questions liées au capital social qui ont été posées au Canada dans le passé. L'attention est limitée à des enquêtes effectuées depuis 1995. Les informations sont fournies sur le but principal de l'enquête, la population cible et taille de l'échantillon et une brève description des principales dimensions du capital social couverts par l'enquête. La liste qui suit présente les enquêtes de Statistique Canada qui mesurent les dimensions du capital social:

- 1- Enquête sociale générale sur le soutien social et communautaire - 1996
- 2- Enquête sociale générale sur l'emploi du temps - 1998
- 3- Enquête sociale générale sur la victimisation - 1999
- 4- Enquête sociale générale 2000 sur l'accès à et utilisation des informations
- 5- Enquête sociale générale 2002 sur le vieillissement et soutien social -
- 6- Enquête nationale sur la santé de la population (ENSP)
- 7- Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation (ENDBP)
- 8- Enquête participation et les limitations d'activités (EPLA)
- 9- Enquête sur la diversité ethnique (EDE).

Dans ce qui suit on présente la démarche suivie pour analyser les différentes enquêtes en vue de voir les méthodes utilisées pour chaque enquête et extraire par la suite les variables ainsi que les indicateurs nécessaires pour mesurer chaque indicateur.

## **Démarche poursuivie**

Nous avons sélectionné huit thèmes sur dix des enquêtes réalisées par Statistiques Canada<sup>14</sup> dans un tableau comparatif des méthodes (voir annexe D). En consultation avec mon encadreur M. Johann Jacob, nous avons mis en relief les éléments pertinents pour les besoins de notre étude (évaluation des fonds de développement du Québec.); il s'agit essentiellement de la méthodologie utilisée, de la source des données et l'échelle (géographique) utilisée pour choisir l'échantillon. Pour le besoin de l'étude, nous avons ajouté deux éléments importants : les variables utilisées dans chaque thème et les indicateurs correspondants. La liste des variables et indicateurs que nous avons présenté n'est pas exhaustive, d'autres variables et indicateurs peuvent être ajoutés à la liste. Les variables et indicateurs que nous avons extraits à partir de chaque thématique peuvent, soit enrichir la banque d'indicateurs sur le capital social si elle existe déjà ou bien ce sera une occasion pour en construire une nouvelle.

### **L'échelle géographique : la Région métropolitaine de recensement (RMR):**

Considérant l'importance de la dimension géographique, mon superviseur ainsi que l'équipe du projet ont insisté sur cette question, c'est-à-dire quel découpage utilise-t-on pour chaque variable ou pour expliquer chaque phénomène social. L'élément essentiel sur lequel l'équipe de projet a insisté était l'échelle géographique utilisée dans l'enquête. À cet égard, nous avons contacté l'organisme compétent, soit Statistique Canada, pour obtenir les informations nécessaires sur le sujet. Nous avons aussi mené

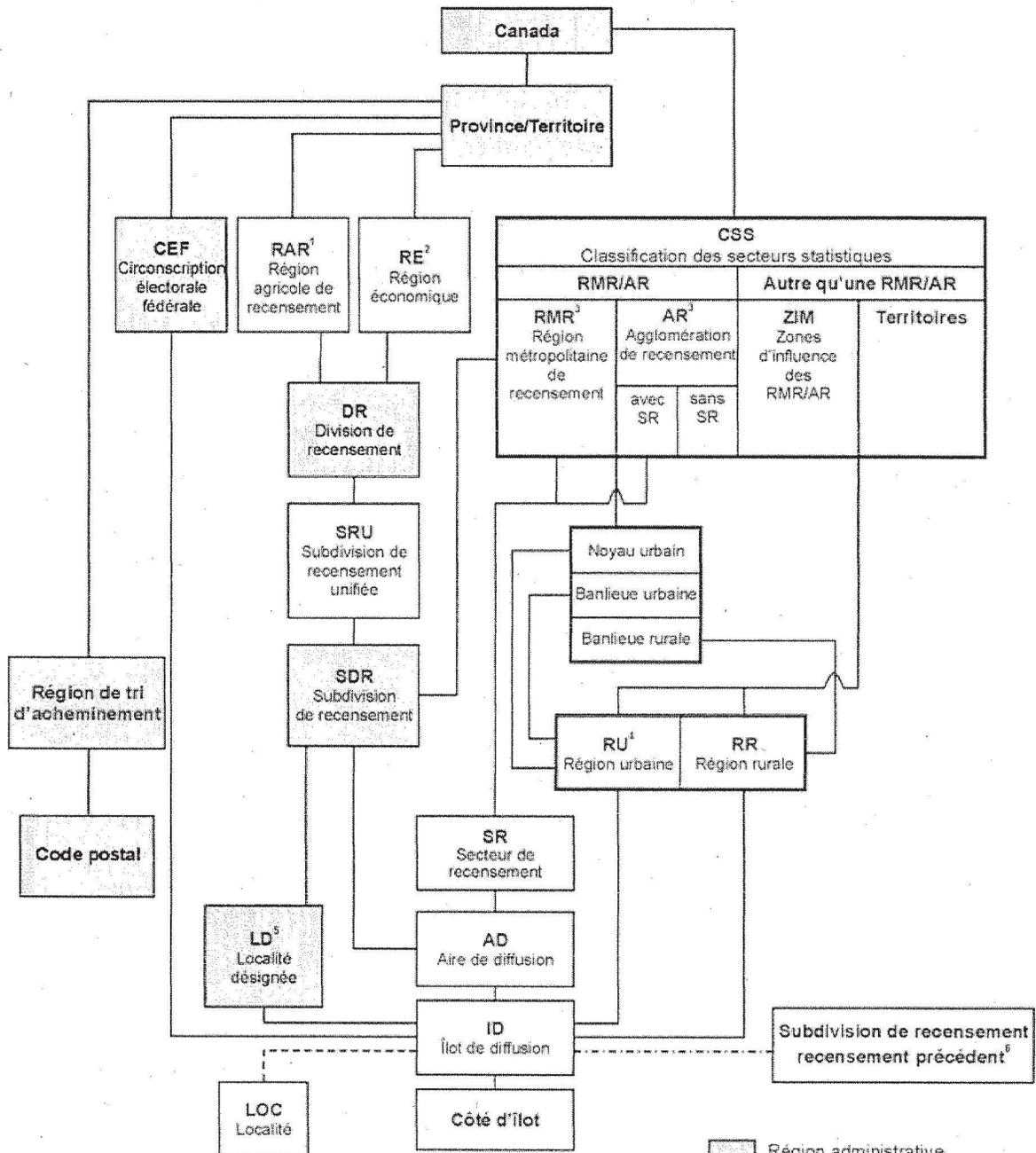
---

<sup>14</sup> Enquêtes réalisées par Statistique Canada en 2002 Présentés dans le rapport de l'OCDE (Bryant et Norris, 2002).

des recherches sur le site de Statistique Canada. Plusieurs outils sont disponibles, tel que Géosuite qui est un puissant outil de recherche. Il comprend les données s'appliquant aux régions géographiques et de recensement normalisées. Le découpage géographique utilisé au Canada en général et dans l'ensemble des enquêtes qu'on a choisi en particulier est la région métropolitaine de recensement (RMR) et l'agglomération de recensement (AR) – et les régions socio sanitaires (RS). Le RMR est le découpage géographique le plus utilisé.

La RMR est un territoire formé d'une ou de plusieurs municipalités voisines les unes des autres qui sont situées autour d'un grand noyau urbain. Une région métropolitaine de recensement doit avoir une population d'au moins 100 000 habitants et le noyau urbain doit compter au moins 50 000 habitants. L'agglomération de recensement doit avoir un noyau urbain d'au moins 10 000 habitants. L'organigramme suivant montre la position du RMR et de l'AR dans la Hiérarchie des unités géographiques normalisées.

*Structure géographique du recensement de 2006 (Statistique Canada, 2006)*



1. Les régions agricoles de recensement de la Saskatchewan sont formées de subdivisions de recensement unifiées.
2. Les régions économiques sont formées de divisions de recensement complètes sauf une DR en Ontario.
3. Une RMR et trois AR chevauchent les limites provinciales.
4. Cinq RU chevauchent les limites provinciales.
5. Les localités désignées respectent les limites des SDR, mais ne couvrent pas la superficie totale des SDR.
6. Pour le Recensement de 2006, un couplage selon un ajustement optimal est établi entre les SDR de 2001 et les îlots de diffusion de 2006 pour faciliter l'extraction de données historiques.

- Région administrative
- Région statistique
- Appariement à l'aide du processus de points dans un polygone
- Couplage selon un ajustement optimal

*Étude cas : Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation (ECDBP)*

En guise d'illustration on présente en détails le cas de l'ECDBP qu'on a choisi parmi les huit qu'on a sélectionné sous forme de fiche technique qui identifie d'abord la thématique de l'enquête, son objectif et les sujets sur lesquelles elle intervient. En deuxième le lieu la démarche méthodologique suivi, à savoir l'instrument utilisée, la population cible, l'échantillon et l'échelle adoptée. Enfin dans la troisième partie de cette fiche technique, on a les variables et les indicateurs pour mesurer chaque variable. Un tableau récapitulatif regroupe l'ensemble des enquêtes est disponible en annexe D. La raisons essentielle pour laquelle on a choisi ce cas est d'abord, la variable utilisée qui est la participation. Cette variable est non seulement utilisée dans les autres enquêtes (comme par exemple, le programme pour l'évaluation international des compétences des adultes)<sup>15</sup> mais aussi c'est une variable qu'on peut utiliser dans une étude sur le capital social. La deuxième raison qui a motivée ce choix est l'utilisation d'une démarche de recherche (qualitative) et une échelle (RMR) presque commune à l'ensemble des enquêtes.

Objectifs de cette enquête c'était de collecter des données sur les activités bénévoles non rémunérées, les dons aux œuvres de bienfaisance et la participation. Ces données vont permettre de mieux comprendre ces types d'activités et pourront ainsi aider à créer des programmes et des services. Les sujets abordés sont : Les Don et bénévolat, Société et communauté, Travail rémunéré et Travail non rémunéré.

---

<sup>15</sup> Voir annexe D

Tableau 2 : Méthodologie et sources de données				Variables et indicateurs	
Élaboration de l'instrument	Population cible	Échantillonnage / Échelles	Sources des données	Variables	Indicateurs
Démarche qualitative (groupes de discussion) et comptes rendus des intervieweurs Avril 2004	<p>Provinces et Territoires : toutes les personnes de 15 ans et plus, à l'exclusion des résidents à plein temps en institution.</p> <p>Territoires : Sont spécifiquement exclus du champ de l'enquête les membres à plein temps des Forces armées canadiennes et les pensionnaires d'institutions.</p>	Enquête transversale par échantillon. L'échelle: RMR* constituent chacune une strate (27 strates au total)	participation volontaire. Méthode d'interviews téléphoniques (ITAO). période de référence : 2007-09-10 – 2007-12-08	la participation volontaire dans les organisations	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Nombre d'heures consacrés au Bénévolat;</li> <li>2. Depuis combien d'années on pratique le bénévolat;</li> <li>3. le degré de satisfaction de pratiquer le bénévolat.</li> </ol>

Notre analyse de l'ensemble des enquêtes nous montre que la démarche suivie s'appuie sur des méthodes qualitatives classiques (groupe de discussion et entrevue téléphonique) et la mobilisation d'un certain nombre de variable ayant un lien avec le capital social (par exemple la participation, la confiance, etc.) malgré que le but principal de ces enquêtes ne soit pas de mesurer le capital social, elles fournissent une indication des types de questions liées au capital social. Le découpage géographique adopté pour la majorité des enquêtes est la RMR

#### *4.4. Conclusion du chapitre 4 :*

Les méthodes de mesure du capital social varient d'un contexte à un autre. Le contexte européen et celui de l'Amérique du Nord sont différents l'un de l'autre. Dans le choix et l'utilisation des méthodes, les trois cas utilisent des méthodes différentes. Le cas français se penche davantage sur les méthodes et mécanismes, tandis que le cas italien essentiellement sur le nombre de variables (environ deux cents variables). Concernant le cas canadien, il s'appuie sur des méthodes qualitatives classiques (groupe de discussion et entrevue téléphonique) et la mobilisation d'un certain nombre de variable selon le cas étudié. Considérant l'importance de la dimension géographique, mon superviseur ainsi que l'équipe du projet ont insisté sur cette question, c'est-à-dire quel découpage utilise-t-on pour chaque variable ou pour expliquer chaque phénomène social.

Nous avons conclu dans cette analyse que la dimension spatiale ou géographique (ou l'utilisation de l'organisation administrative, découpage administratif) propre pour chaque pays et pour chaque contexte est déterminante dans chaque étude. Pour le cas européen, spécifiquement le cas français, concentre l'étude sur les zones rurales françaises au niveau des bassins de vie (Insee, 2003)<sup>16</sup>. Quant au cas canadien, il utilise la région métropolitaine de recensement (RMR) et l'agglomération de recensement (AR) – et les régions socio sanitaires (RS) (voir la hiérarchie des unités géographiques normalisées utilisée par Statistique Canada). L'instrument statistique utilisé par Statistique Canada combine aussi un autre instrument indispensable qui est

---

<sup>16</sup> Le découpage de la France en « Bassins de vie » est un « outil » proposé pour faciliter la compréhension de la structuration du territoire de la France métropolitaine et mieux qualifier l'espace à dominante rurale.

l'instrument cartographique. Pour le cas de la CRE, cette dernière adopte déjà les différents découpages utilisés par Statistique Canada<sup>17</sup>.

---

<sup>17</sup> <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/acteurs-et-processus/conference-regionale-des-elus/#c2765>

## **V. CONCLUSION GÉNÉRALE & RECOMMANDATIONS**

### **5.1. CONCLUSION GÉNÉRALE**

### **5.2. RECOMMANDATION**

## **V. CONCLUSION GÉNÉRALE & RECOMMANDATIONS**

### **5.1. CONCLUSION GÉNÉRALE**

Notre stage au CREXE était d'une part une excellente opportunité de travailler dans un environnement de recherche et de développement et, d'autre part, une occasion de se familiariser avec l'administration publique québécoise. Cette courte expérience au sein du CREXE nous a permis de renforcer davantage nos connaissances scientifiques et renforcer par la même occasion notre expérience professionnelle, tant dans la recherche que dans l'administration publique. Le séjour qu'on a passé au CREXE nous a donné le privilège de travailler sur l'évaluation d'un fonds de développement régional au Québec. Cette étude d'évaluation représente pour nous un exploit dans le domaine de l'évaluation, considérant l'importance d'un tel programme pour le gouvernement du Québec, pour le MAMROT et la communauté des praticiens de l'évaluation de programme.

Notre contribution dans cette évaluation a été très modeste vue l'ampleur de l'étude. Notre tâche intervenait en amont, où nous avons fourni un support à l'équipe du projet sur tout ce qui concernant l'aspect théorique en relation avec la notion du capital social : comment il est défini dans la littérature, comment il est mesuré, comment opérationnaliser le capital social dans le cadre de cette étude, quelles sont les variables utilisées, etc. Un autre aspect intéressant qu'on a abordé était l'aspect géographique ou la dimension spatiale et son rôle dans la compréhension de l'influence du capital social dans la société.

Les résultats de notre recherche nous ont conduit à conclure que le capital social a une influence significative et bien démontrée dans la littérature du domaine, et ce en s'appuyant sur plusieurs cas d'études, en Europe ou en Amérique du nord.

Nous sommes conscients que les travaux de notre recherche et d'exploration ne peuvent pas combler tous les besoins de l'équipe du projet. Cependant, nous avons pu construire une ébauche sur l'importance de la notion du capital social, sur comment le définir, sur comment le mesurer et sur comment l'opérationnaliser dans le cadre d'une étude d'évaluation comme l'évaluation du FDR. Pour conclure, nous souhaitons que ce que nous avons fourni comme travail a satisfait l'équipe de projet et que tous les membres de l'équipe du projet et tous les membres du CREXE tirent profit des travaux que nous avons effectués, notamment les recommandations que nous avons formulées.

## **5.2. RECOMMANDATION**

Dans cette partie, nous souhaitons formuler quelques recommandations que nous jugeons utiles pour le futur, et ce, dans les études d'évaluation et dans l'amélioration des interventions du gouvernement afin de rendre bénéfique la mission que nous avons accomplie durant notre séjour au CREXE. Nos recommandations s'étaleront sur deux aspects, l'un est théorique et l'autre est pratique.

### **Recommandation 1 :**

La notion du capital social va connaître le même sort que le concept de gouvernance. Ce dernier a traversé plusieurs disciplines et domaines à travers le temps : l'économie, les sciences politiques, la sociologie, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, les technologies, etc. À cet effet, il serait très utile d'explorer davantage la notion du capital social et la définir dans le nouveau contexte national et international

ainsi que dans le domaine des sciences politiques et l'administration publique en particulier.

**Recommandation 2 :**

Explorer les méthodes de mesures du capital social utilisées jusqu'ici et effectuer une étude comparative en vue de faciliter leur utilisation par les praticiens et chercheurs dans le domaine.

**Recommandation 3:**

Créer une banque de variables et indicateurs en lien avec le capital social si elle n'existe pas ou renforcer davantage celle qui existe déjà.

**Recommandation 4 :**

Introduire la dimension spatiale (géographique) dans l'analyse du capital social. Avoir une connaissance suffisante des différents découpages existants au Canada et au Québec. Chaque secteur d'activités dispose d'une organisation administrative propre. On peut citer à titre d'exemple : découpage administratif (municipalité, MRC, CRE, etc.), découpage agricole, découpage industriel, découpage de santé, découpage scolaire, découpage de sureté, etc. Certains phénomènes sociaux comme l'immigration sont flottants et instables, de telle sorte qu'on ne peut les saisir qu'avec un seul type de découpage.

**Recommandation 5:**

Afin de voir la tendance (à l'échelle du Québec ou du Canada) actuelle sur l'état de la recherche sur le capital social, essentiellement dans le domaine des sciences de l'administration, on propose de mettre en place une grille d'analyse (sous forme d'un tableau synoptique) qui regroupe les différents types de recherche sur le capital

social : thèses, mémoires, articles scientifiques, ouvrages, publications gouvernementales, etc. Ceci permettra d'orienter la recherche (recherche appliquée) pour le futur des organismes de recherche et d'expertise, comme le CREXE et les universités.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages

BOUTHAT, Chantal (1993). *Guide de présentation des mémoires et thèses*, Montréal, Université du Québec à Montréal, Décanat des études avancées et de la recherche.

Coleman, J., (1988), "Social Capital in the Creation of Human Capital". *American Journal of Sociology* 94, 95-120.

Coleman, J., (1990), *Foundations of Social Theory*. Cambridge, MA, Harvard University Press.

Durlauf, S.N. (2002), "On the Empirics of Social Capital", University of Wisconsin, Department of Economics, mimeo.

Durlauf, S.N., Fafchamps, M. (2004), "Social Capital", The Centre for The Study of African

PUTNAM, Robert.D. (1993). *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press.

PUTNAM, Robert.D. (2000). *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, NewYork, Simon and Schuster.

SYLVAIN, Francine (2009). *Guide de présentation des citations et des références bibliographiques*, 2e édition revue et augmentée, Québec, École nationale d'administration publique.

SYLVAIN, Francine (2008). *Guide de rédaction des rapports de recherche*, Québec, École nationale d'administration publique

### Articles scientifiques

BOURDIEU, Pierre (1980), « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 31, janvier, pp. 2-3

BOURDIEU, Pierre (1986), « The forms of capital ». In: *John G. Richardson (ed.): Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*. New York: Greenwood Press 1986, s. 241-258.

CALLOIS, Jean-Marc (2004), «Capital social et développement économique local. Pour une application aux espaces ruraux français». In *Revue d'économie régionale et urbaine*, n. 4 (2004)

CALLOIS, Jean-Marc (2006.a) «Capital social et performance économique. Un test économétrique sur l'espace rural français». *Armand Colin / Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2 (juillet-2006), p.227 à 243.

CALLOIS, Jean-Marc et SCHMITT Bertrand (2009). «The role of social capital components on local economic growth: Local cohesion and openness in French rural areas», *Revue d'Études en Agriculture et Environnement / Review of Agricultural and Environmental Studies*, 90 (3), 257-286.

COLEMAN, James S. (1988). « Social capital in the creation of human capital », *American Journal of Sociology*, 94 : 95-120.

GERMAIN, Annick (2004). «Le capital social et vie associative de quartier en contexte multiethnique : Quelques réflexions à partir de recherche montréalaises». *INRS-Urbanisation, Culture et Société*, vol. 5, n° 2 (printemps 2004), p.191-2006.

LOUIS, Côté (2002). « Le capital social dans les régions québécoises ». *Recherches sociographiques*, vol. 43, n° 2, 2002, p. 353-368.

LOUIS, Côté (2001). «La place du capital social comme facteur explicatif des différences de performance des conseils régionaux de développement du Québec», *Administration publique du Canada / Canadian Public Administration*, 44 (printemps 2001), p. 47-66

PUTNAM, Robert.D., (1995). «Bowling Alone: America's Declining Social Capital», *Journal of Democracy* 6,1, 65-78.

ROSTILA, Mikael (2010). «The Fact of social Capital». *The journal for the theory of social Behaviour*, Blackwell Publishing Ltd, 0021-8308.

### **Publication officielle**

BRYANT, Cindy-Ann et NORRIS, Doug (2002) statistique canada.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2005). *Projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale : La Décentralisation*, Dépôt légal - Mars 2005, Bibliothèque nationale du Canada. Bibliothèque nationale du Québec, ISBN 2-550-43904-X, © Gouvernement du Québec -- 2005

### **Documents électroniques**

AUTEUIL, Chantal (2007). « L'évaluation au stade de la mise en œuvre: Une étape incontournable du processus global d'évaluation de programme?» (Page consultée le 02 mai 2011), [en ligne], <http://www.crexe.enaq.ca/fr/>

CALLOIS, Jean-Marc (2006.b). «Toward Indicators of Social Capital for regional Development Issues : The case of French Rural Areas» (Page consultée le 15 mai (2011). *Site de Regional studies*, [en ligne], <http://mc.manuscriptcentral.com/cres>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE (page consultée le 16 mai 2011). *Site du MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE*, [en ligne], <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/>

STATISTIQUE CANADA (2011). (Page consulté le 24 juin 2011). *Site de statistique Canada*, [en ligne], <http://www.statcan.gc.ca/start-debut-fra.html>

CENTRE DE RECHERCHE ET D'EXPERTISE EN ÉVALUATION (2011). (Page consultée le 02 mai 2011), [en ligne], <http://www.crexe.enaq.ca/fr/index.aspx?sortcode=1.3.3>

CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUES DU BAS-SAINT-LAURENT (2011). (Page consultée le 02 mai 2011), [en ligne], <http://crebsl.org/>

FONDS DE DEVELOPPEMENT REGIONAL (2011). (Page consultée le 10 mai 2011), [en ligne], *Site du MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE*, [en ligne], <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/>

SABATINI, Fabio (2005.a). *Social capital as social networks. A new framework for measurement*, [en ligne], Rome, University of Rome La Sapienza, «Documents de recherche», [www.socialcapitalgateway.org](http://www.socialcapitalgateway.org) (page consulté le 25 mai 2011)

SABATINI, Fabio (2005.b). *Social capital, Public Spending and the Quality of Economic Development*, [en ligne], Rome, University of Rome La Sapienza, «Documents de recherche», [www.socialcapitalgateway.org](http://www.socialcapitalgateway.org) (page consulté le 25 mai 2011)

SABATINI, Fabio (2006.a). *Social capital, Public spending and The Quality of Economic Development : The Case of Italy*, [en ligne], Milano, The Fondazione Eni Enrico Mattei Note di Lavoro Series Index: «Documents de recherche», <http://www.feem.it/Feem/Pub/Publications/WPapers/default.htm>; Social Science Research Network Electronic Paper Collection: <http://ssrn.com/abstract=879708> (page consulté le 28 mai 2011)

SABATINI, Fabio (2006.b). *The Empirics of Social capital, and Economic Development : A Critical Perspective*, [en ligne], Milano, The Fondazione Eni Enrico Mattei Note di Lavoro Series Index: «Documents de recherche», <http://www.feem.it/Feem/Pub/Publications/WPapers/default.htm>; Social Science Research Network Electronic Paper Collection: <http://ssrn.com/abstract=879712> (page consulté le 28 mai 2011)

## **LISTES DES ANNEXES**

### **ANNEXE A :**

Synthèse d'évaluation du Fonds de développement régional en Ontario.

### **ANNEXE B :**

Initiatives Régionales Stratégiques (IRS) de Développement Économique Canada.

### **ANNEXE C :**

Synthèse des problèmes liés à la mesure du capital social.

### **ANNEXE D :**

Tableau comparatif des méthodes de mesure des variables et indicateurs en lien avec le CS utilisées dans les enquêtes de recensement de 2006 par statistique Canada.

## ANNEXE A

**SYNTHESE D'EVALUATION  
DU FONDS DE DEVELOPPEMENT REGIONAL  
EN ONTARIO**

#### ❖ **Contexte du fonds évalué :**

Ce projet de rapport final présente les résultats de l'évaluation finale de l'Est de l'Ontario Programme de développement (PDEO). L'évaluation a été réalisée par Goss Gilroy Inc (GGI), conseiller en gestion sur la période de juin à octobre 2007. L'évaluation a été supervisée par un comité directeur composé de représentants d'Industrie Canada, FedNor et de la sélection du développement des collectivités (SADC). Les objectifs de l'évaluation étaient de répondre à la condition requise pour une évaluation du programme, tel que décrit dans les résultats du programme axé sur les Cadres de gestion et de responsabilisation (Octobre 2006). Les résultats seront également considérés pour le renouvellement des modalités du PDEO.

***Problématique et raison d'être de l'intervention :*** Les communautés rurales dans l'Est de l'Ontario font face, à moyen et à long terme, aux questions économiques découlant d'un certain nombre de défis socio-économiques, notamment: la migration des jeunes vers les centres urbains; un vieillissement de la population; une faible imposition de l'évaluation avec une croissance de l'évaluation minimale; plus haut taux d'impôts scolaires commerciaux et industriels en Ontario; une baisse de la base de l'industrie légère; la stagnation et la croissance démographique en déclin, et les taux d'emploi et les revenus des ménages en dessous de la moyenne provinciale.

***L'objectif du PDEO*** est de promouvoir le développement socio-économique dans les régions rurales de l'Est de l'Ontario, conduisant alors à une économie régionale concurrentielle et diversifiée et contribuant au développement de débouchés d'affaires et d'emplois ainsi qu'à la durabilité des communautés autonomes, tout en soutenant des initiatives communautaires. Ces initiatives contribuent à stimuler les occasions de développement économique et communautaire; à attirer et retenir les jeunes; à soutenir le développement des compétences; à fournir un accès aux capitaux pour les entreprises nouvelles et existantes, et à appuyer les améliorations technologiques.

#### ❖ **Questions d'évaluation retenues :**

Les questions d'évaluation portent sur la pertinence, la conception et l'exécution du programme, de même que les résultats, la mesure du rendement, le rapport coût-efficacité et des questions diverses.

#### ❖ **Variables mesurées :**

- La migration des jeunes vers les centres urbains;
- Un vieillissement de la population;
- Une faible imposition de l'évaluation avec une croissance de l'évaluation minimale;
- Un haut taux d'impôts scolaires commerciaux et industriels en Ontario;
- Une baisse l'industrie légère;
- La stagnation et la croissance démographique en déclin, et
- Les taux d'emploi et les revenus des ménages en dessous de la moyenne provinciale.

#### ❖ **Indicateurs utilisés :**

- Taux de migration des jeunes vers les centres urbains;
- Taux de vieillissement de la population;
- Taux d'imposition scolaire, industrielle et commerciale en Ontario;
- Taux de croissance d'industrie légère;
- Taux de croissance démographique (% de natalité, % de mortalité, etc.) ;
- Revenus (nombre) des ménages par rapport à la moyenne provinciale ;
- Taux d'emploi et taux de chômage;
- Évolution de la population;
- Taux d'activité;

- Revenu moyen par ménage;
- Revenu moyen par habitant.

❖ **Méthodologie :**

La démarche utilisée a fait appel à des sources de données multiples et à des méthodes de recherche complémentaires afin de pouvoir assurer la fiabilité et la validité de l'information et des données qui ont été recueillies. Les méthodes de recherche suivantes ont été utilisées pour recueillir des données qualitatives et quantitatives :

- Revue documentaire et revue de littérature;
- Entrevues avec les parties prenantes;
- Analyse de données;
- Sondages (en ligne et téléphonique); et
- Études de cas.

✓ **Méthode utilisée :** L'évaluation se fonde sur des méthodes quantitatives et qualitatives de cueillette et d'analyse de données.

✓ **Outils développés :** Entrevues (directe/ téléphonique), le sondage, l'étude de cas, l'examen des documents; Revue de la littérature; Analyse des bases de données.

✓ **Concernant l'étude de cas :**

Trois études de cas ont été menées dans trois communautés, situées dans les trois différentes SADC. Les sites des études de cas ont été identifiés en consultation avec FedNor, sur la base des critères suivants:

- Diversification géographique;
- Les communautés devaient être diversifiées (par exemple : les grandes, moyennes et petites);
- La nature de la réussite communautaire devait varier (par exemple : a attiré l'industrie, le tourisme, une meilleure planification communautaire).

✓ **Échantillon retenu :**

**Entretiens avec des informateurs clés :**

- les représentants de *FedNor*,
- les représentants des *SADC*,
- les parties prenantes (*stakeholders*)
- les bénéficiaires secondaires importants.

✓ **Le groupe contrôle:** enquête auprès des candidats non retenus.

✓ **Taux de réponse :**

**1. Les entrevues :**

Interview Type	of Interviews	of Individuals
FedNor	7	9
CFDC	18	20
Stakeholder	7	12
Total	32	41

**2. Les sondages en ligne.**

Les résultats indiquent que sur 1119 personnes contactés (un taux de réponse, après de 36,9%), Sur les 1.049 organisations (un taux de réponse, après de 38,2%), et sur 1.628 projets (un taux de réponse global, après de 50,8%). Le taux de réponse global pour tous les types de projets est de 43,2 %.

## ❖ Principaux constats de l'évaluation

L'évaluation a conclu que :

- Le PDEO est un programme pertinent pour répondre aux besoins<sup>1</sup> des collectivités de l'Est de l'Ontario. Pour chaque besoin significatif de la collectivité, il y a au moins un flux de financement du PDEO qui peut être consulté ;
- La force de la conception du PDEO est l'utilisation des SADC pour administrer le programme, en raison de leurs connaissances locales intimes ;
- Les processus de sélection utilisés par les SADC sont efficaces et appropriés ;
- Le PDEO est un programme efficace qui contribue au développement économique et social dans les entreprises rurales des collectivités de l'Est de l'Ontario ;
- Les projets du PDEO ont positivement touché les entreprises, les organisations et les communautés.

L'évaluation a également constaté que les communautés ont été renforcées en soutenant les efforts des organisations à but non lucratif, la recherche d'emploi pour les jeunes, et ce en investissant dans les infrastructures sociales. L'évaluation a révélé que le PDEO a eu un certain nombre de répercussions importantes sur l'emploi dans Est de l'Ontario et a aidé les organisations à être plus compétitives dans un certain nombre de domaines importants. *Cependant, il faut souligner que la sélection des projets régionaux a été et continue d'être problématique. Le processus de distribution des fonds est compliqué et fortement influencé par les comportements électoraux indésirables.*

## ❖ Difficultés éventuelles rencontrées par l'équipe d'évaluation

Globalement, les résultats de l'évaluation concernant les questions d'évaluation sont fortement ancrées dans la documentation du programme et des entrevues. Plusieurs sources de données ont été utilisées pour la réussite de l'évaluation. Bien qu'un certain nombre de défis aient été rencontrés avec les données administratives et d'enquêtes en ligne.

**Les limites de la méthode d'évaluation touchent les points suivants :**  
*Examen des documents:* Les données économiques et démographiques de FP Markets - Canada Démographiques sont des estimations élaborées à partir de modélisation économique en utilisant le FP Markets 2001 Recensement du Canada et à partir des données de détail et démographiques fournies par le marché canadien de plusieurs entreprises de recherche. Ainsi, bien que développées à l'aide d'un modèle robuste et basé sur plusieurs sources de données comme intrants, il reste des estimations qui doivent être traités avec prudence.

### **Examen et analyse de la base de données:**

Toutefois, il convient de mentionner que la base de données a la capacité de répondre aux indicateurs dans la matrice d'évaluation. Par contre, elle les analyses ont été quelque peu limitées en raison de l'absence de données directement comparables et disponibles au niveau communautaire, du manque de données sur les fonds alloués au niveau du projet pour toutes références aux périodes, et de la comparabilité limitée entre les cycles de financement (en raison de changements dans les indicateurs collectés).

**Sondage en ligne:** Le sondage en ligne a présenté un certain nombre de défis. Et en raison de l'existence de plusieurs répondants au sein des organisations, il n'était pas possible de forcer les répondants à remplir toutes les sections de l'enquête. Ainsi, les répondants pouvaient choisir de ne pas remplir une section.

---

<sup>1</sup> La perte d'emplois manufacturiers (une fois une source importante de l'emploi), la migration par les jeunes, le manque de possibilités d'emploi en général; vieillissement / l'insuffisance des infrastructures physiques, et le soutien aux efforts du tourisme.

## ANNEXE B

**Initiatives Régionales Stratégiques (IRS)  
de Développement Économique Canada**

## ❖ Contexte

Le premier point qu'on a soulevé dans ce rapport, c'est l'absence de profil général du programme. Le rapport ne présente aucune mise en contexte pour comprendre d'abord la raison d'être du programme, les ressources, les partenaires et autres intervenants, bénéficiaires, etc. ce qui rend difficile la compréhension du contenu de l'évaluation. Un autre point fondamental qu'on a soulevé, c'est l'absence de modèle logique du programme montrant le lien entre les activités, les extrants et les résultats du programme. Le rapport aborde tout de suite les objectifs, suivi des axes d'interventions.

Les trois principaux objectifs, sont :

- 1) **favoriser l'écllosion d'un environnement socio-économique propice au développement** et à la compétitivité des PME au Québec dans le contexte de la globalisation de l'économie;
- 2) **appuyer les efforts du gouvernement du Canada** en matière d'emploi et de croissance, sous les volets Sciences et technologie, commerce international et Développement des marchés;
- 3) **développer une approche de gestion horizontale par la mise en place de plans d'actions fédéraux en réponse aux problématiques de développement économique régional.**

Les grands axes d'intervention sont :

- 1) le développement de la capacité technologique des régions qui visent à accroître la capacité technologique des régions en favorisant l'utilisation des technologies les plus appropriées et leur adaptation par les PME;
- 2) le développement touristique qui met en valeur le potentiel d'attraction touristique international en favorisant le développement d'activités touristiques pouvant rejoindre un marché national et international;
- 3) le soutien à la capacité d'attraction et de rayonnement international des régions du Québec;
- 4) le soutien à la capacité d'adaptation des régions qui appuient les efforts d'adaptation des régions au contexte de globalisation, notamment dans les régions rurales.

### ❖ Questions d'évaluation retenues :

L'absence de questions d'évaluation. En plus le rapport d'évaluation ne pose aucune question sur l'efficacité.

### ❖ Variables mesurées et Indicateurs utilisés :

L'absence d'une matrice des indicateurs du programme mettant en relation les questions d'évaluation.

### ❖ Méthodologie

Comme stratégie d'évaluation, les évaluateurs ont utilisé une combinaison de données quantitatives recueillies d'enquêtes téléphoniques et de la base de données administratives du programme IRS et les données qualitatives reçues des entrevues individuelles ou de groupes.

Quatre méthodes de collecte de données ont été utilisées :

- 1) les enquêtes téléphoniques;
- 2) les groupes de discussion;
- 3) les entrevues individuelles; et
- 4) l'examen des dossiers administratifs.

Les données recueillies ont été analysées à l'aide de quatre méthodes d'analyse:

- 1) la modélisation du programme et des phénomènes à l'étude;
- 2) la revue de littérature;
- 3) l'analyse de rendement relatif; et
- 4) l'étalonnage.

### ❖ Principaux constats et difficultés éventuelles rencontrées par l'équipe d'évaluation

On a examiné la pertinence, la mise en œuvre et les effets du programme pour en dégager des constats.

#### *Sur la pertinence du besoin,*

La pertinence de l'intervention a été évaluée par comparaison aux programmes européens similaires et non par rapport à ses capacités à répondre aux spécificités des besoins des régions du Québec.

#### *Concernant la mise en œuvre du programme,*

Concernant les bénéficiaires, les clients ciblés par le programme étaient pour des entreprises pour ¼ des projets (financements remboursables) et des organismes pour les ¾ restants (financements



ANNEXE C

## SYNTHÈSE

Nous présentons dans cette synthèse les problèmes liés à la mesure du capital social, les méthodes proposées et les indicateurs utilisés. À la lumière des différents articles lus, il semble que les auteurs ont soulevé deux problèmes principaux en lien avec le capital social: le premier problème a une dimension conceptuelle et le second a une dimension méthodologique liée aux choix de méthodes de mesure du concept (capital social). Certains auteurs (Caillois, 2006.a; Callois, 2006.b; Callois et Schmitt, 1990) se sont penchés essentiellement sur la définition du concept (« capital social ») et son évolution. D'autres (Fabio, 2005.a; Fabio, 2005.b; Fabio, 2006.a; Fabio, 2006.b) se sont penchés largement sur les différentes méthodes de mesures du capital social et leur efficacité.

### **Problème : définition et mesure du concept**

Fabio (2005.a) revient sur les origines du concept du «capital social » et son évolution, et ce depuis les années 80, tout en citant les écrits des principaux auteurs comme Bourdieu (1980, 1986), Coleman (1988, 1990) et Putnam (1993, 1995). Dans le début des années 90, le concept de capital social est finalement devenu un thème central dans le débat des sciences sociales. Selon Fabio (2005.b), le capital social a deux composantes: il est, d'abord, une ressource qui est connectée avec l'appartenance à un groupe et des réseaux sociaux. «Le volume du capital social possédé par un agent donné ... dépend de la taille du réseau de connexions qu'il peut mobiliser efficacement » (Bourdieu, 1986, p. 249). Deuxièmement, c'est une qualité produite par la totalité des relations entre les acteurs, plutôt qu'une simple «qualité» commune du groupe (Bourdieu, 1980).

La définition du capital social n'a pas fait un consensus chez toute la communauté académique. Il n'y a pas de consensus sur la façon dont le concept «capital social» devrait être défini et mesuré. Comme le soulignent Callois et Schmitt (1990) et Callois (2006.a), la définition du « capital social » a fait l'objet de multiples controverses, tant cette notion est jugée vague et floue. La notion du capital social est difficile à définir, en particulier au niveau agrégé. Callois (2006.b) explique que le «capital social» est un concept qui tente de synthétiser les divers effets de facteurs sociologiques sur le bien-être économique.

Selon Fabio (2006. a), malgré la grande quantité de recherches sur le capital social, sa définition est restée insaisissable. Une étude approfondie sur les origines du «capital social» ont conduit l'auteur à dire qu'il est possible d'argumenter que le capital social n'est pas un concept mais plutôt une praxis<sup>1</sup>. En plus du problème de définition du concept, Fabio (2006.b) soulève un autre problème, soit le manque chronique de données appropriées. Ces deux problèmes majeurs ont été jusqu'ici un obstacle à la recherche théorique et empirique des phénomènes sociaux dans lesquels le capital social peut jouer un rôle.

L'ensemble des auteurs adoptent cependant la définition proposée par Coleman. Ils ont jugés que la définition de Coleman est la plus efficace. Coleman a déclaré «Social capital is defined by its function. It is not a single entity, but a variety of different entities, with two elements in common: they all consist in some aspect of social structures, and they facilitate certain actions of actors within the structure» (Coleman, 1988, 98).

Coleman constitue une référence incontournable dans la littérature sociologique consacrée aujourd'hui au capital social<sup>2</sup>. Pour mieux se démarquer et se distinguer des points de vue précédents, il forge alors la notion, comme un ensemble multiforme qui se définit par les caractéristiques suivantes :

- «Le capital social est d'abord une ressource pour les acteurs (personnes, entreprises...) puisqu'il facilite l'action de ces derniers au sein des structures dans lesquelles ils prennent place. Il est éligible à ce titre au principe d'économicité puisque le capital social se prête au calcul : un acteur peut constater par exemple qu'il est bénéfique pour lui de rompre les liens de confiance qui l'attachent à une communauté donnée.
- Comme d'autres types de capitaux, le capital social a, en second lieu, une valeur productive : recourir et investir dans du capital social, c'est se donner les moyens de concrétiser certains objectifs qui, sans ce dernier, n'auraient pu être atteints.

---

<sup>1</sup> Des mots utilisés pour fédérer les intérêts de recherche disparates mais liés entre eux et pour faciliter le croisement et le foisonnement des idées à travers les frontières disciplinaires.

<sup>2</sup> <http://www.univ-rouen.fr/servlet/com.univ.util.LectureFichierJoint?CODE=1102515152719&LANGUE=0>

- Troisième caractéristique : comme le capital humain et le capital physique, le capital social n'est pas complètement fongible. Plus encore, une forme donnée de capital social peut s'avérer utile pour certaines situations ou domaines d'activités et nuisible dans d'autres».

Fabio (2006.a) identifie deux problèmes principaux qui affectent l'empirisme du capital social : Le premier est l'utilisation d'indicateurs macro ne sont pas directement liés à des éléments clés du capital social. Ces indicateurs (par exemple : le taux de criminalité, la grossesse des adolescentes, le don de sang, les taux de participation dans l'enseignement tertiaire de l'éducation) sont très populaires dans la recherche empirique, mais leur utilisation a conduit à beaucoup de confusion sur ce capital social. Le deuxième problème principal face à la littérature empirique est «l'agrégation». Une grande partie des études transnationales en vigueur sur les résultats économiques du capital social est fondée sur des *mesures de confiance* tirées de la « World Values Survey ». La confiance est mesurée par des enquêtes. L'agrégation de ces données crée toutefois une mesure de ce qui peut être appelé «macro» ou «sociale» de confiance, qui perd son lien avec les circonstances sociales et historiques dans lesquelles la confiance et le capital social sont situés (Christian Haepfer).

Fabio (2006.b) de son côté, souligne six faiblesses principales affectant presque toutes les études empiriques:

1. Il n'y a pas une seule, universelle, définition de ce qu'est le «capital social»
2. L'utilisation de définitions différentes et des indicateurs (divers) provenant des sources de données différentes rendent toute évaluation générale difficile.
3. L'utilisation de mesures de confiance établies par la « World Values Survey » (qui conduit à la création d'indicateurs de confiance «social») risque de perdre leur lien avec les circonstances sociales et historiques dans laquelle la confiance et le capital social sont situés.
4. L'utilisation d'indicateurs «indirects» ne représentent pas des éléments clés du capital social. Cela peut être trompeur et provoque une confusion considérable sur ce qu'est le capital social.
5. La difficulté de rendre compte de la multi dimensionnalité de chacune des diverses facettes du capital social, comme les réseaux sociaux.
6. Il y a plusieurs raisons de douter de l'efficacité des mesures du capital social basées seulement sur la densité des organismes bénévoles.

Callois (2006.a) soulève un autre problème de taille, en ce qui concerne l'absence de cadre synthétique permettant d'étudier les relations diverses entre phénomènes économiques et sociaux. Sachant que le rôle des relations sociales dans le développement économique est depuis longtemps mis en avant par les théories du développement local. Une autre carence soulevée par l'auteur concerne le manque de référence à des mécanismes explicites. En fait, dans l'étude des facteurs non marchands du développement, la tentation est grande de développer des discours globalisants sur les vertus de l'identité et de la cohésion locale, sans se référer aux mécanismes économiques réellement à l'œuvre. Or, une description précise de ces mécanismes est nécessaire pour effectuer une vérification empirique, de là l'importance de ces facteurs non marchands pour le développement. Le manque de référence à des mécanismes explicites est, en effet, l'une des critiques les plus fortes des travaux empiriques sur le capital social. Une des raisons est que les relations statistiquement significatives trouvées dans les études empiriques peuvent être dues à une corrélation entre les indicateurs de capital social utilisés et un phénomène non modélisé dans l'équation estimée (DURLAUF, 2002).

Pour Callois et Schmith (1990), les relations sociales ont un impact significatif sur l'économie individuelle. Dans les questions liées au développement économique régional, le rôle des facteurs sociologiques est beaucoup moins clair (Durlauf et Fafchamps, 2005). Les politiques régionales sont de plus en plus souvent fondées sur des « stratégies ascendantes » dans lesquelles l'organisation locale est considérée comme un atout pour les régions de développement. Le capital social peut avoir des effets positifs à court terme et protéger les personnes contre les changements économiques, mais ceux-ci peuvent conduire à des retards importants dans la productivité à long terme.

Selon Callois (2006.a), les indicateurs utilisés pour mesurer les phénomènes liés au capital social ont été critiqués pour deux raisons courantes : leur lien faible avec le phénomène et leur caractère endogène. Le choix d'un indicateur se fait souvent pour des raisons de disponibilité dans les bases statistiques. En effet, ces dernières incluent très rarement des éléments sur les relations ou normes sociales. En conséquence, ce sont fréquemment les mêmes indicateurs que l'on retrouve dans les études économétriques, avec les mêmes faiblesses (Durlauf et Fafchamps, 2004) :

nombre d'associations, indice de confiance, fragmentation ethnolinguistique, inégalité de revenu etc.

*La question qui se pose actuellement et avec insistance est « comment y remédier à toutes ces carences et quelles sont les méthodes qu'il faut utiliser afin de mesurer le capital social ? »*

Les travaux récents autour de la notion de *capital social* incitent à combler ces déficiences. C'est le cas de Callois et Schmitt, qui présentent à cet effet une grille de lecture des mécanismes par lesquels les caractéristiques sociologiques peuvent influencer sur le développement économique. De cette grille de lecture, ils déduisent l'importance de distinguer deux formes de capital social : l'une représente la cohésion locale (*bonding*) et l'autre les liens à l'extérieur des territoires (*bridging*). Des indicateurs de ces deux formes de capital social sont proposés et des indices synthétiques en sont tirés, dans le cas des zones rurales françaises. Enfin, des estimations économétriques testent l'impact du capital social sur le dynamisme économique de l'espace rural français. Les résultats suggèrent un impact positif et robuste du capital social sous ces deux formes. Les auteurs ont choisi l'espace rural français parce qu'il constitue un terrain de choix pour l'étude des relations entre facteurs sociologiques et économiques. Ce monde rural est présumé être caractérisé par une forte sociabilité.

Le second cas, est l'étude effectuée sur l'Italie par Fabio : il a procédé à une évaluation empirique de la relation entre les partenaires sociaux et la qualité du développement économique en Italie. L'analyse s'appuie sur un ensemble de données recueillies par l'auteur, y compris environ deux cents variables représentant différents aspects du développement économique et de quatre dimensions «structurelle» du capital social. La qualité du développement humain est mesurée par le développement et les indicateurs de l'état de santé des écosystèmes urbains, les services publics, le marché du travail et égalité des sexes, tandis que le capital social est mesuré grâce à des indicateurs synthétiques représentant des liens familiaux forts, faibles liens informels, les organismes bénévoles et la participation politique.

*Donc la partie qui suit, on aborde en détaille les différentes méthodes (utilisée dans les deux cas : français et italien) proposées par les différents auteurs pour mesurer le capital social ainsi que les indicateurs utilisés pour mesurer les phénomènes liés au capital social.*

### Méthode de mesure du capital social : les indicateurs utilisés pour mesurer les phénomènes liés au CS

#### Le cas français :

Callois (2006.a et 2006.b) tente de trouver les indicateurs à mobiliser pour un test empirique. Il propose différentes classes d'indicateurs disponibles dans les statistiques. Il considère successivement des indicateurs, les deux formes principales de capital social: *bonding* et *bridging*. Il propose ensuite à chaque fois des variables instrumentales qui pourraient être mobilisées pour corriger l'endogénéité potentielle.

#### 1. Indicateurs de *bonding* ou de cohésion interne à la région

Mesurer le *bonding* signifie évaluer la cohésion locale, qui permet l'échange d'informations, un comportement individuel favorable aux intérêts du groupe et l'action collective. Il est nécessaire (Callois, 2004) de prendre en compte à la fois des **aspects structurels** (densité de liens sociaux, taille des groupes cohésifs) et **cognitifs** (valeurs et normes propices à la coopération, à la loyauté etc., ainsi que leur portée dans l'espace social).

Une difficulté importante pour mesurer ces caractéristiques est l'absence de mesures systématiques à un échelon fin. Par exemple, Knack et Keefer (1997) disposent d'indicateurs de confiance (supposément liés à la propension à coopérer) au niveau national pour estimer l'impact du capital social sur la croissance. De telles mesures ne sont pas disponibles à un niveau infranational. Il sera donc nécessaire d'utiliser des indicateurs très indirects des caractéristiques sociologiques pertinentes pour évaluer le capital social.

#### Concernant les indicateurs structurels, voici quelques uns qui peuvent être mobilisés :

- Le nombre d'associations
- La taille moyenne des ménages.
- La présence de lieux de socialisation (bars, installations sportives...)
- Une distance au lieu de travail faible

Concernant les aspects cognitifs (sentiment de cohésion, propension à coopérer, loyauté...), les indicateurs qui peuvent être suggérés sont :

- **L'indice de Gini sur les revenus des ménages** comme indicateur de cohésion sociale.
- **Le taux de criminalité**, qui donne une mesure de la méfiance « ambiante ».
- **Le pourcentage de ménages abonnés au téléphone sur liste rouge.**
- **Les dons aux associations caritatives**, supposés reliés à la tendance à aller vers les autres.
- **Le coefficient d'intégration fiscale**, qui est la part de ressources fiscales des communes.

Trouver un effet positif d'une variable de capital social dans une régression linéaire ne signifie pas nécessairement que le capital social agit positivement sur le développement économique. Outre la possibilité d'une causalité inverse, il est possible que la variable de capital social soit corrélée à une variable non mesurée, qui représenterait le véritable phénomène influant sur la performance économique. Ainsi, DURLAUF (2002) considère que les variables de capital social pourraient être, en réalité, des *proxies*<sup>3</sup> de caractéristiques institutionnelles. Pour corriger ce biais d'endogénéité potentiel, il est nécessaire d'instrumenter la variable de capital social par une variable peu susceptible d'être reliée causalement à la performance économique actuelle, ni au système de gouvernance local (Callois, 2006).

La solution adoptée a consisté à considérer que si les biais des différentes *proxies* de *bonding* n'étaient pas corrélés entre eux, il devait être possible de construire des indices robustes à partir de ces variables. L'outil le plus naturel pour cela est l'**analyse en composantes principales (ACP)**<sup>4</sup>. D'autre part, afin de corriger la possibilité d'endogénéité, Callois (2006) a utilisé la **méthode des variables instrumentales**<sup>5</sup>. Les instruments utilisés ont consisté, d'une part, en des variables décalées dans le temps lorsque c'était possible, et, d'autre part, en des variables issues des données de l'agriculture. L'auteur suppose que les caractéristiques sociologiques des systèmes agraires traditionnels ont gardé une trace dans les

<sup>3</sup> A written authorization given by a shareholder for someone else, usually the company's management, to cast his/her vote at a shareholder meeting or at another time.

Read more: <http://www.investorwords.com/3920/proxy.html#ixzz1SIMpjnP3>

<sup>4</sup> L'Analyse en Composantes Principales (ACP) est une méthode de la famille de l'analyse des données et plus généralement de la statistique multivariée, qui consiste à transformer des variables liées entre elles (dites "corrélées" en statistique) en nouvelles variables décorrélées les unes des autres. Ces nouvelles variables sont nommées "composantes principales", ou axes. Elle permet au praticien de réduire l'information en un nombre de composantes plus limité que le nombre initial de variables. ([http://fr.wikipedia.org/wiki/Analyse\\_en\\_composantes\\_principales](http://fr.wikipedia.org/wiki/Analyse_en_composantes_principales))

<sup>5</sup> <http://www.jourdan.ens.fr/~carbonnier/econo/econometrie7.pdf>

caractéristiques sociologiques actuelles. Cette hypothèse est assez convaincante pour l'espace rural. Les variables utilisées seront la taille moyenne des exploitations agricoles, la densité de coopératives d'utilisation de matériel agricole en commun (CUMA) et la part de terres en faire-valoir direct. Utiliser des données agricoles comme instruments a, en outre, l'avantage de diminuer le risque d'une hétérogénéité inobservée liée à la qualité des institutions.

## **2. Indicateurs de *bridging* ou d'accès à des ressources extérieures à la région**

La composante *bridging* du capital social consiste en la capacité pour les habitants d'une région à accéder à des ressources extérieures nouvelles, essentiellement de l'information (sur la technologie ou les marchés), mais également d'autres types de services. Il est possible de distinguer plusieurs voies par lesquelles le *bridging* pourrait se manifester. Trois d'entre elles peuvent être mesurées par des indicateurs statistiques (Callois, 2006) :

- **Émigration et immigration.**
- **Les relations économiques.**
- **Les relations politiques (au sens large).**

Ces trois catégories ne sont pas exclusives : elles se recouvrent partiellement. L'intérêt de les distinguer est qu'elles permettent d'imaginer des types d'indicateurs différents.

Enfin, le niveau de *bridging* lié aux relations politiques est supposé être lié au **volume de subventions publiques** perçues par les collectivités locales. Ce volume de subventions est rapporté à un indicateur de taille, qui est pris égal à la **dotation globale de fonctionnement (DGF)**. En effet, la DGF est calculée selon des règles censées prendre en compte les besoins et compétences directes des collectivités (population, longueur de voiries, écoles etc.).

Le *bridging* possède les mêmes difficultés en matière de suspicion d'endogénéité que le *bonding*, sinon davantage, car un indicateur comme le taux de migration est directement influencé par la performance économique. Les instruments utilisés ici sont des indicateurs d'accessibilité (distance moyenne à une sortie d'autoroute, distance à un pôle urbain de plus de 10 000 hab., degré de ruralité). L'auteur utilise aussi le nombre de lits d'hôtels par habitant.

## **3. Méthode d'estimation retenue sur l'espace rural français**

L'auteur applique ces propositions au cas de l'espace rural français dans des régressions de croissance du type utilisé par Barro (1991). Étant donné la difficulté à obtenir des données de PIB à un niveau fin

(Berriet-Solliec *et al.*, 2000), la variable de performance utilisée sera la croissance de l'emploi de 1990 à 1999. Le niveau géographique choisi est le bassin de vie. Les bassins de vie sont un zonage élaboré à partir du recoupement de plusieurs critères (INSEE, 2003) : présence de services de la gamme intermédiaire, intensité de déplacements quotidiens des habitants (migrations pendulaires, études, services...). Ce découpage géographique est bien adapté à la problématique de développement rural, en ce qu'il inclut des aspects sociaux et économiques. Seul le référentiel rural restreint a été inclus dans l'étude.

L'estimation contrôle les principaux phénomènes économiques classiquement pris en compte dans ce type de modèle :

- **Dotation en facteurs.** Deux indicateurs de capital humain sont utilisés :

- **la part de bacheliers en 1990 et**
- **le rapport entre ouvriers qualifiés et non qualifiés en 1990.**

La densité initiale d'emploi (comme *proxy* de dotation en capital) est non significative dans toutes les régressions et n'est donc pas présentée ici.

- **Potentiel de marché :** il utilise **la somme de la population** des autres bassins de vie divisée par la distance-temps au commun centre.

- **Structure économique locale :** La seule variable significative est **le pourcentage d'emploi résidentiel 1990** (selon la définition figurant dans INSEE, 2003).

L'estimation procède en trois étapes :

- Premièrement, il teste l'existence d'effets significatifs des indicateurs de capital social.
- Ensuite, l'existence de complémentarités entre les deux composantes de *bonding* et de *bridging*, prédite par la théorie, se fait par l'ajout de termes croisés entre indices de *bonding* et de *bridging*.
- Enfin, l'ajout de termes quadratiques permet, en outre, de tester d'éventuels effets de seuil dans l'impact positif du capital social, au-delà duquel les effets négatifs du capital social domineraient les effets positifs (UZZI, 1996).

Les auteurs ont réussi à prendre en compte simultanément des indices de *bonding* et de *bridging*, construits à l'aide d'analyses en composantes principales. Ce qui constitue l'originalité de ce travail de recherche.

#### 4. Construction des indices de capital social

Parmi les variables présentées plus haut, certaines ont été exclues suite à des études de terrain qui ont montré leur manque de pertinence pour mesurer le degré de capital social (Callois, 2005).

Les variables suivantes de *bonding* ont été utilisées :

- Nombre d'associations par habitant (données SIRENE 1990)
- Nombre de salariés de cafés par habitant (données UNEDIC 1990)
- Indice d'équipements sportifs (Inventaire communal 1988)
- Part de ménages sur liste verte (Wanadoo, 2004)
- Part de ménages ayant effectué des dons caritatifs (Direction générale des impôts, 2001).

Concernant le *bridging*, les indicateurs décrits plus haut ont été calculés à l'aide des données du recensement de population de 1990 et du fichier SIRENE de 1990 sur les entreprises multi-établissements. L'indice de *bridging* politique a été construit à partir des données de la Direction générale des collectivités locales (DGCL). À partir de ces variables, des indices ont été construits à partir d'analyses en composantes principales (ACP).

Callois et Schmitt (1990) mesurent trois composantes du capital social: **bonding / linking / bridging**. Ils adoptent une vision multidimensionnelle du capital social. Car selon eux, c'est la seule vision qui peut révéler les effets des facteurs sociologiques sur la croissance économique locale. Ils proposent un ensemble d'indicateurs de **bonding, linking et bridging**. Ils concentrent leur étude sur les zones rurales françaises au niveau des "bassins de vie" (Insee, 2003), qui sont basés sur des critères statistiques combinant deux exigences.

D'abord, «Bassins de vie» doit être intégré à l'égard des services à la population. La plupart des ces services considérés comme «de base» pour la population sont disponibles dans le particulier, Bassin de vie. Deuxièmement, les zones doivent être intégrées à l'égard de déplacements: la plupart des habitants d'un bassin de vie de travail à l'intérieur. Cette échelle géographique, par conséquent, mélange des aspects économiques et sociologiques.

#### **1. Le capital social affectif (bonding): la cohésion et la propension à coopérer**

Il y a deux aspects du capital social (**bonding**) : l'intensité des normes sociales liée à l'action collective et la densité des liens sociaux. C'est parce que les effets du capital social affectif peuvent provenir de deux types très différents de mécanismes sociologiques. Premièrement, la prédisposition culturelle facilite la coopération en renforçant la confiance, la réciprocité et l'identité collective. Deuxièmement, la coopération

peut être atteinte grâce au contrôle social, ce qui empêche les comportements opportunistes. Ces deux sous-composantes de bonding sont dénommés respectivement «cognitive» et «structurelle» du capital social (Uphoff, 1999). De toute évidence, ils peuvent se renforcer mutuellement, mais aussi l'un ne peut exister sans l'autre. Par ailleurs, ils n'évoluent pas dans la même échelle de temps.

**2. (*Linking social capital*) : Liens de force intermédiaire de liaisons différentes catégories**  
Callois et Schmitt (1990) ajoute une nouvelle composante, c'est celle du Linking capital social. C'est une composante intermédiaire entre le bonding et le bridging. Le *Linking* est fondé sur des relations stables qui relient les individus de statut social différent. Ce type de capital social associe à la fois les vertus, savoir, stabilité et l'ouverture / la diversité.

**3. (*Bridging social capital*): L'ouverture et l'accès aux opportunités externes.**

Ils supposent que le capital social pourrait être réalisé par des personnes, capable de forger des liens entre les zones rurales et le reste du pays. Pour des raisons de la disponibilité des données, ils se sont concentrés sur deux mécanismes pour mesurer le Bridging : les flux migratoires à partir des zones urbaines et les réseaux politiques.

### **Le cas italien**

Concernant le cas italien, Fabio (2005 et 2006) propose une autre méthode pour mesurer le capital social. Il s'agit d'un modèle statistique basé sur l'utilisation de plusieurs indicateurs. Selon Fabio (2005 et 2006), le point de départ est la reconnaissance de la multidimensionnalité de la notion de capital social, qui ne peut pas être représentée par un seul indicateur, mais plutôt par un ensemble d'indicateurs (dont environ 200 indicateurs) de quatre principales dimensions du capital social: *la solidité des liens familiaux, la faiblesse des liens informels, les organismes bénévoles et la participation politique*. Les données sont tirées d'un ensemble d'enquêtes polyvalentes effectuées par l'Institut italien de statistique (Istat) sur un échantillon de 20 000 ménages entre 1998 et 2002. Les analyses en composantes principales (ACP) sont effectuées sur chacun des quatre groupes représentant les dimensions du capital social «structurel», afin de construire les indicateurs.

Fabio (2005 et 2006) utilise une autre méthode de mesure complémentaire, à savoir *la mesure du bien-être versus le revenu d'indicateurs de remplacement*. Fabio (2005) s'est concentré sur les différentes dimensions du bien-être, tel que mesuré par les indicateurs de développement humain et de l'état de la santé des écosystèmes urbains, les services publics, la protection sociale, l'égalité des sexes et le marché du travail. Fabio (2005 et 2006) utilise aussi **les dépenses publiques pour mesurer le bien-être**. Car les

dépenses publiques jouent un rôle fondamental dans l'amélioration de la qualité de vie. Le montant des dépenses publiques pour la protection sociale et les services publics sont utilisés pour évaluer les efforts de l'État dans la promotion du bien-être (Sen, 1981)<sup>6</sup>. Il **mesure aussi la qualité de développement**. Cette dernière est mesurée au moyen de quatre indicateurs synthétiques élaborés par Lunaria (2004)<sup>7</sup>.

Fabio (2005) retrace une carte sociale de l'Italie en essayant de prendre en compte de manière appropriée les idées nouvelles tirées des théories du capital social. La mesure du capital social a touché les cinq composantes suivantes :

1. Le capital social comme des liens familiaux solides
2. Le capital social comme des liens faibles des réseaux informels
3. Le capital social comme les organismes bénévoles
4. Le capital social comme une participation politique active
5. Le capital social comme la conscience civique

Les auteurs tentent de trouver un *indicateur synthétique unique (de dotation régionale) de capital social*. Ils proposent à cet effet *l'analyse factorielle multiple (AFM)*. L'AFM est une technique multidimensionnelle particulièrement adaptée pour traiter des matrices composées par un ensemble d'unités décrites par plusieurs groupes de variables. Il étudie les différents aspects du phénomène (multidimensionnels) par la pondération de chaque caractéristique du groupe afin d'équilibrer correctement leur pertinence pour l'analyse générale.

Certains indicateurs proposés par Christian Haepfer et *al* se croisent avec celle de Fabio (2005 et 2006) :

- La participation à des associations bénévoles / société civile
- Les réseaux sociaux et le soutien social
- La confiance (confiance généralisée et la confiance dans les institutions)
- Civisme (normes et la responsabilité civique)

Autres dimensions parfois inclus: sentiment de sécurité, l'action politique, etc.

Ces indicateurs sont largement utilisés dans les enquêtes afin de mesurer le capital social. Malgré une grande variété d'approches théoriques, des analyses empiriques du capital social sont étonnamment semblables.

---

<sup>6</sup> Cité par Fabio (2005)

<sup>7</sup> Idem

## ANNEXE D

**Thème :1 La famille, le soutien social et la retraite (ESG)**

**Objectifs :** Recueillir des données sur la famille, le soutien social et la retraite des Canadiens âgés de 45 ans et plus pour mieux comprendre les besoins et les expériences de ces Canadiens,

**Sujets:** Aînés ; Logement et conditions de logement ; Santé et incapacité chez les aînés ; Soins et soutien social ; Travail et retraite.

Méthodologie et sources de données				Variables et indicateurs	
Elaboration de l'instrument	Population cible	Echantillonnage / Échelles	Sources des données	Variables	Indicateurs
groupes de discussion et comptes rendus des intervieweurs Avril 2004	Provinces et Territoires : toutes les personnes de 15 ans et plus, à l'exclusion des résidents à plein temps en institution.	Enquête transversale par échantillon. <b>L'échelle: RMR*</b> constituent chacune une strate (27 strates au total)	participation volontaire. Méthode d'interviews téléphoniques (ITAO). période de référence : 2007-09-10 – 2007-12-08	<b>satisfaction professionnelle</b>	1.taux de satisfaction du revenu reçu ; 2. taux de satisfaction des avantages sociaux reçu; 3. taux de satisfaction du soutien reçu par le patron; 4.taux de satisfaction du genre de tâche à effectuer; 5. taux de satisfaction des opportunités d'avancement; 6. taux de satisfaction de l'emploi,

## Thème 2: L'emploi du temps (ESG)

**Objectifs :** Rassembler des données sur les tendances sociales, de manière à suivre l'évolution des conditions de vie et du bien-être des Canadiens; et fournir des renseignements sur des questions de politique sociale précises qui suscitent déjà ou qui susciteront de l'intérêt. Cette enquête suit les changements relatifs à l'emploi du temps incluant le sentiment de bien-être et le stress lié au manque de temps.

**Sujets:** Emploi du temps ; Navette vers le travail ; Société et communauté ; Travail ; Travail non rémunéré.

Méthodologie et sources de données				Variables et indicateurs	
Elaboration de l'instrument	Population cible	Echantillonnage / Échelles	Sources des données	Variables	Indicateurs
groupes de discussion et comptes rendus des intervieweurs.	La population visée comprend toute personne âgée de 15 ans et plus qui réside dans l'une des 10 provinces et qui ne vit pas en établissement institutionnel.	Enquête transversale par échantillon. <b>L'échelle: RMR*</b> constituent chacune une strate (27 strates au total)	participation volontaire. Méthode d'interviews téléphoniques (ITAO).	<b>L'accès au moyens de transports</b>	1. La fréquence d'avoir un véhicule à sa disposition; 2. Le moyen de transport le plus utilisé; 3. fréquence d'utilisation des transport en commun

### Thème :3 victimisation (ESG)

**Objectifs :** 1. rassembler des données sur les tendances sociales, de manière à suivre l'évolution des conditions de vie et du bien-être des Canadiens; 2. fournir des renseignements sur des questions de politique sociale précises qui suscitent déjà ou qui susciteront de l'intérêt; 3. recueil des données sur la nature et l'étendue de la victimisation au Canada. 4. Mieux comprendre comment les Canadiens perçoivent le crime et le fonctionnement du système de justice ainsi que leurs expériences de victimisation.

**Sujets:** Crime et justice ; Société et communauté ; Victimes et victimisation

Méthodologie et sources de données				Variables et indicateurs	
Elaboration de l'instrument	Population cible	Echantillonnage / Échelles	Sources des données	Variables	Indicateurs
groupes de discussion et comptes rendus des intervieweurs	Population canadienne âgée de 15 ans et plus ne résidant pas dans des institutions. La population cible de l'ESG est presque la même que celle de l'Enquête sur la population active (EPA), à deux petites différences près : l'ESG inclut les personnes vivant dans une réserve et le personnel des Forces armées ne vivant pas dans une caserne militaire.	Enquête transversale par échantillon. <b>L'échelle: RMR*</b> constitue chacune une strate (27 strates au total)	participation volontaire. Méthode d'interviews téléphoniques (ITAO). période de référence : 2009-02-02 – 2009-11-30	<b>La confiance</b>	1. Degré de confiance accordé aux gens de notre famille; 2. Des gens de notre voisinage; 3. aux collègues de travail; 4. aux inconnues

#### Thème :4. L'accès et l'utilisation des technologies de l'information et des communications (ESG)

##### Objectifs :

1. Rassembler des données sur les tendances sociales, de manière à suivre l'évolution des conditions de vie et du bien-être des Canadiens;
2. Fournir des renseignements sur des questions de politique sociale précises qui suscitent déjà de l'intérêt.

**Sujets:** Société et communauté; Technologie de l'information et des communications; Utilisation d'Internet par les particuliers et les ménages.

Méthodologie et sources de données				Variables et indicateurs	
Elaboration de l'instrument	Population cible	Echantillonnage / Échelles	Sources des données	Variables	Indicateurs
groupes de discussion et comptes rendus des intervieweurs	La population visée comprend toute personne âgée de 15 ans et plus, qui réside dans l'une des 10 provinces et qui n'est pas un pensionnaire vivant en établissement.	Enquête transversale par échantillon. <b>L'échelle: RMR*</b> (27 strates au total)	La collecte des données de l'ESG de janvier à décembre 2000 à l'aide de 12 échantillons mensuels indépendants. le nombre total de répondants atteint 25 090. La sélection des échantillons à l'aide de la composition aléatoire de numéros de téléphone,	<b>Utilisation d'internet</b>	fréquence d'utilisation d'Internet: à la maison, au travail, au Cyber café; 2. Utilisation de courriel électronique; 3. Genre et contenu de l'utilisation d'Internet....

## Thème 5 : Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC)

**Objectifs :** La collecte de données dans le domaine de la santé, à des niveaux géographiques intra-provinciaux (régions sociosanitaires ou régions sociosanitaires regroupées).

**Sujets:** Maladies et état de santé; Mode de vie et conditions sociales ; Prévention et détection de la maladie Santé

Méthodologie et sources de données				Variables et indicateurs	
Élaboration de l'instrument	Population cible	Echantillonnage / Échelles	Sources des données	Variables	Indicateurs
<p>Les modules inclus dans les questionnaires de chacune des périodes de référence de l'ESCC ont tous été conçus en collaboration avec des spécialistes provenant de Statistique Canada, d'autres ministères et/ou du milieu académique. Les questions ont été conçues pour être posées selon la méthode d'interview assistée par ordinateur (IAO),</p> <p>L'enquête comporte trois composantes de contenu : le contenu commun, le contenu optionnel et le contenu de réponse rapide.</p>	<p>La population cible de l'ESCC est l'ensemble de la population canadienne âgée de 12 ans et plus. Sont exclus de la base de sondage les habitants des réserves indiennes et des terres de la Couronne, les personnes vivant en institution, les membres à temps plein des Forces armées canadiennes et les habitants de certaines régions éloignées. Sa couverture est de l'ordre de 98 % dans les provinces. Dans les Territoires, elle est de l'ordre de 90 % au Yukon, 97 % dans les Territoires du Nord-Ouest et de 71 % au Nunavut principalement dû au fait que certaines régions éloignées sont exclues.</p>	<p>Enquête transversale par échantillon. Afin de produire des estimations fiables pour les 117 régions socio sanitaires (RS), un échantillon annuel de 65 000 personnes est utilisé.</p>	<p>Il s'agit d'une enquête à participation volontaire. Les données sont obtenues directement auprès des répondants.</p> <p>La collecte de données de l'ESCC se déroule sur une base continue depuis janvier 2007.</p> <p>La collecte d'une année complète est divisée en 6 périodes de collecte distinctes de deux mois.</p> <p>Le questionnaire de l'ESCC est administré au moyen d'interviews assistées par ordinateur (IAO)</p>	<p><b>Utilisation des soins de santé</b></p> <p><b>2. Contacts avec certains professionnels de la santé (CHP)</b></p>	<p>1. nombre de consultation;</p> <p>2. Le nombre de contacte avec les CHP;</p>

## Thème 6: Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation (ECDBP)

**Objectifs :** La collecte de données sur les activités bénévoles non rémunérées, les dons aux œuvres de bienfaisance et la participation. Ces données vont permettre de mieux comprendre ces types d'activités et

**Sujets:** Don et bénévolat Société et communauté Travail Travail non rémunéré

Méthodologie et sources de données				Variables et indicateurs	
Elaboration de l'instrument	Population cible	Echantillonnage / Échelles	Sources des données	Variables	Indicateurs
groupes de discussion et comptes rendus des intervieweurs Avril 2004	Provinces et Territoires : toutes les personnes de 15 ans et plus, à l'exclusion des résidents à plein temps en institution.	Enquête transversale par échantillon. <b>L'échelle: RMR*</b> constitue chacune une strate (27 strates au total)	participation volontaire. Méthode d'interviews téléphoniques (ITAO). période de référence : 2007-09-10 – 2007-12-08	<b>la participation volontaire dans les organisations</b>	1. Nombre d'heures consacrés au Bénévolat; 2. Depuis pratiquer le bénévolat; le degré de satisfaction de pratiquer le bénévolats.

## Thème 7: Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA)

### Objectifs :

1. L'PEICA vise à recueillir des renseignements sur les habiletés et compétences des résidents de 27 pays, incluant le Canada;
2. Le PEICA évaluera le niveau et la distribution des compétences des adultes de façon cohérente et conforme à travers les pays.

**Sujets:** Éducation et formation des adultes; Éducation, formation et apprentissage Littératie

Méthodologie et sources de données				Variables et indicateurs	
Élaboration de l'instrument	Population cible	Echantillonnage / Échelles	Sources des données	Variables	Indicateurs
Les instruments de l'enquête inclus une composante d'Entrée suivi par un questionnaire de contexte, un module sur la (TIC), une composante Exercice, une composante de lecture et une composante Sortie; le tout administré dans le ménage du répondant par un intervieweur de Statistique Canada.	La population cible pour le PEICA comprend les personnes d'âge actif (individus âgés de 16-65), qui vivent au Canada, mais pas dans une institution ou un logement collectif et, ne sont pas membres à temps plein des Forces armées canadiennes.	Il s'agit d'une enquête transversale par échantillon. L'enquête actuelle est l'enquête pilote de laquelle la collecte de données se fera au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick, L'échantillon n'est pas représentatif de la population canadienne. L'enquête pilote va inclure approximativement 3500 répondants.	Collecte des données pour cette période de référence : 2010-05-13 – 2010-08-16, Il s'agit d'une enquête à participation volontaire.	<b>1. Participation au niveau des ONG / partis politique /syndicat /groupe d'action;</b> <b>2. la confiance qu'on les citoyens des différentes organisations (ONG-Partis-Syndicats, etc.)</b>	1. nombre d'ONG/Provinces; 2. nombre de partis politique; 3. Degré d'implication des citoyens dans ces organismes (ONG, Partis Politique, Syndicats, etc.); 4. Degré d'influence d'un citoyen moyen sur la politique; 5. Degré d'information au sujet de la politique et des affaires gouvernementales

## Thème 8: Enquête nationale sur la santé de la population - Volet ménages - longitudinal (ENSP)

**Objectifs :** - faciliter l'élaboration de politiques gouvernementales ;  
 - réaliser des études analytiques et qui aident à comprendre les déterminants de la santé;  
 - recueillir des données sur les corrélations entre la santé et les facteurs économiques, sociaux, démographiques, professionnels et environnementaux; - permettre de mieux comprendre la relation entre l'état de santé et l'utilisation des services de santé, y compris les services parallèles et les services traditionnels; - fournir des renseignements sur un panel de personnes qui seront suivies dans le temps pour refléter la dynamique de la santé et de la maladie; - donner aux provinces, aux territoires et à d'autres clients une capacité d'enquête sur la santé.

**Sujets:** - Incapacité; • Maladies et état de santé; • Mode de vie et conditions sociales; • Niveau de scolarité, littératie et compétences; • Prévention et détection de la maladie; • Santé; • Santé mentale et bien-être; • Services de soins de santé

Méthodologie et sources de données				Variables et indicateurs	
Elaboration de l'instrument	Population cible	Echantillonnage / Échelles	Sources des données	Variables	Indicateurs
La collecte des données est effectuée à l'aide de la méthode d'interview assistée par ordinateur (IAO).	La population cible du volet ménages longitudinal de l'ENSP comprend les membres des ménages des dix provinces canadiennes en 1994-1995 à l'exclusion des personnes habitant dans une réserve indienne ou sur des terres de la Couronne, des résidents des établissements de soins de santé, des membres à temps plein des bases des Forces canadiennes et des personnes habitant certaines régions éloignées de l'Ontario et du Québec.	Enquête longitudinale par échantillon. Les mêmes unités longitudinales sont observées au cours du temps. Le plan d'échantillonnage stratifié à deux degrés (grappes, logements) de l'ENSP est fondé sur celui de l'Enquête sur la population active (EPA) dans toutes les provinces, à l'exception du Québec, où il se fonde sur celui de l'Enquête sociale et de santé (ESS) réalisée par Santé Québec en 1992-1993.	Il s'agit d'une enquête à participation volontaire. Les données sont obtenues directement auprès des répondants. La collecte a été effectuée par des intervieweurs travaillant à partir des 4 Centres de collecte de Statistique Canada (Edmonton, Sturgeon Falls, Sherbrooke et Halifax).	<b>1. Sentiment de cohésion;</b> <b>2. Soutien social</b>	1. le sentiment de ne pas vous préoccuper vraiment de ce qui se passe autour de vous? 2. le sentiment d'être traité(e) injustement? 3. Le nombre de personnes avec lesquelles vous vous sentez à l'aise et à qui vous pouvez vous confier? 4. Le nombre de personnes prêts à vous aider : conseils, orientation, résolution de problèmes, affection, détente, etc.